

INpreCOR

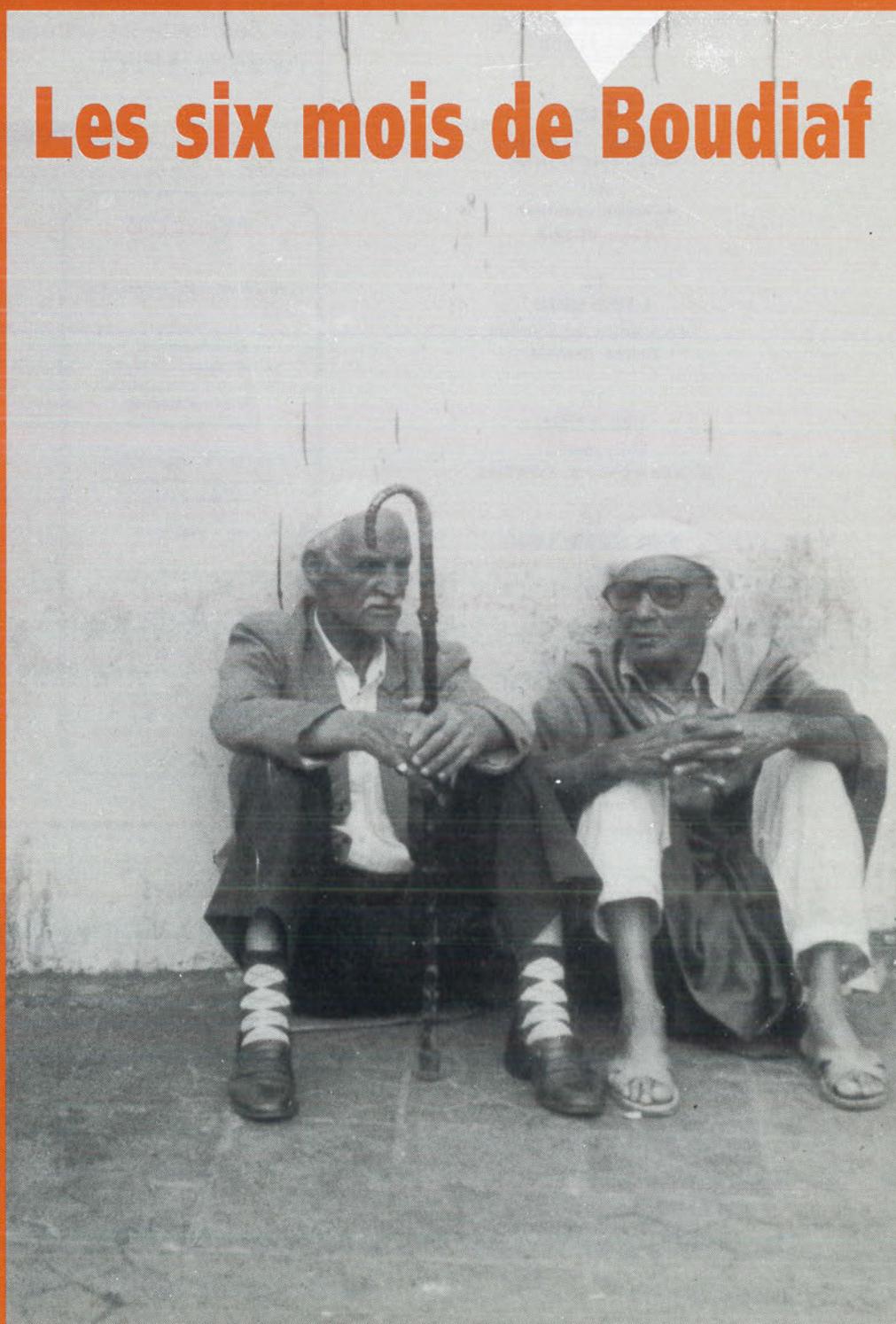
Numéro 356 du 3 au 16 juillet 1992 ♦ 20 FF 5 FS 100 FB

Les six mois de Boudiaf

● Israël
L'étrange
coalition

● Arménie
Voyage
à Erevan

● Yougoslavie
Sanctions
contre la Serbie



INpreCOR

**SOMMAIRE DU NUMERO 356
DU 3 AU 16 JUILLET 1992**

3

ALGERIE

Les six mois de Boudiaf
Chawki SALHI

6

ISRAEL

L'étrange coalition
Marcelo MEIR

7

Au bonheur de Bush
Salah JABER

8

CEI

Voyage à Erevan
Vicken CHETERIAN

10

L'enjeu moldave
Colin MEADE

12

1492-1992

Les oubliés du Canada
TABLE RONDE

16

IRLANDE

Oui, mais...

J. MEEHAN et A. CONWAY

18

YOUGOSLAVIE

Les sanctions... et après ?
Christian POMITZER

20

HONGRIE

Le congrès du PSH
Tamas KRAUSZ

21

ALLEMAGNE

L'autre face du "miracle"
Marc FISHER

22

AFRIQUE DU SUD

Un pas en avant, et deux en arrière
Marc LINI

24

ECOLOGIE

Le "grand sommet" accouche d'une souris
Gilberto MURRIETA

28

Nouvelles du monde

PEROU — IVe INTERNATIONALE

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Encore un effort !

Grâce à vous, la campagne d'abonnements promotionnels à 60 FF pour trois mois, lancée début juin, commence à porter ses fruits. Mais ce n'est pas encore suffisant pour remettre à flot les finances bien mal en point d'*Inprecor*.

A partir de septembre, nous allons donc procéder à une augmentation du prix des abonnements — 360 FF pour un an et 190 FF pour six mois — et des ventes au numéro — 25 FF.

Et, comme vous le savez, *Inprecor* a aussi lancé une souscription auprès de ses lecteurs (chèques à l'ordre de la PEC).



La rédaction

INpreCOR

Correspondance de presse internationale

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

Éditée par PEC (Presse-Édition-Communication) Administration :
2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France
Tél. : 48 59 00 80

Directeur de publication :
Christian Lamotte
Commission paritaire
n° 59117, ISSN 1 0294 - 8516
Imprimé par Rotographie

Diffusé dans les librairies par
Diffusion Populaire
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS
Tél. : 45 32 06 23

ABONNEMENT (22 numéros par an)

France - DOM-TOM - Europe
170 FF pour six mois. 330 FF pour un an.

Afrique du Nord - Moyen-Orient
180 FF pour six mois. 350 FF pour un an.

Afrique - Amériques - Asie
210 FF pour six mois. 420 FF pour un an.

Pli fermé

France - Europe : 230 FF pour six mois.
460 FF pour un an.

Autres continents : nous écrire.
Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre

de "PEC", à adresser à *Inprecor*,
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence
Robespierre,

153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France,
compte n° 230179/90.

Virements postaux à "PEC", compte-chèque postal
n° 2.322.42 T Paris.



Abonnement Réabonnement

Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

Les six mois de Boudiaf

LES 50 INTÉGRISTES qui tentent de défilé à Annaba aux cris de « *Nous vivrons et nous mourrons pour la République islamique* » ne sont pas suivis. A Oran, un petit groupe de jeunes fait la même tentative. Ailleurs, rien de tel. Des groupes de jeunes affichent leur satisfaction mais cela reste, pour l'instant, discret. Le Front islamique du salut (FIS) est bien démantelé et les réactions, par leur modestie, confirment l'impuissance actuelle des intégristes. Leur incapacité à profiter de la situation pour reprendre l'initiative est vécue par tous comme une donnée importante. Les milieux intégristes appréhendent d'éventuelles représailles.

Ce qui domine dans le sentiment populaire, c'est l'inquiétude. Boudiaf disparu, on retournerait à l'instabilité... Mais ce n'est pas le grand choc. La thèse du complot se répand comme une traînée de poudre. Les militaires l'auraient fait assassiner pour éviter que les leaders du FIS soient amnistiés ; pour d'autres, ce serait une vengeance des puissants accusés de corruption. Invérifiable, mais hautement improbable. La mort de Boudiaf est, en effet, un coup grave porté à l'armée qui apparaît vulnérable, impuissante. Les gendarmes et les policiers qui tiennent des centaines de barrages à travers le pays ont sûrement les jambes molles.

Et cet assassinat est une victoire morale pour les intégristes, impuissants à riposter aux internements massifs, au démantèlement de leur appareil, au procès de leur direction devant le tribunal militaire de Blida. Deux jours avant, Ali Belhadj faisait un éclat devant ses juges, les avocats se retiraient en exigeant la présence d'observateurs étrangers ; maître Vergès, avocat du Front de libération nationale (FLN) durant la guerre de Libération, était refoulé. Aucune réaction populaire. Au matin de l'assassinat, les journaux titraient sur la conférence de presse musclée du procureur militaire. Quel retournement de situation !

C'est à quelques jours des festivités du trentième anniversaire de l'Indépendance que Boudiaf, président du Haut comité d'Etat (HCE), institué après le coup de force du 11 janvier 1992, a été assassiné à Annaba. En ce matin du lundi 29 juin 1992, il présidait une réunion et faisait campagne pour son "rassemblement patriotique", alors même que son régime interdisait les réunions et les manifestations aux autres courants politiques (1).

Chawki SALHI

Le HCE réuni ne désigne pas de successeur. On proclame un deuil de sept jours, ce qui annule les manifestations du trentième anniversaire. La mort de Boudiaf est annoncée très tôt, à treize heures, alors qu'elle n'est effective qu'à seize heures. On mise, pour commencer, sur une campagne de sensibilisation : rediffusion des scènes de l'attentat, des dernières phrases de Boudiaf,

messages télévisés des leaders de l'opposition bourgeoise qui, d'Aït Ahmed à Ben Bella, défilent pour rappeler les qualités d'un défunt qui, hier encore, interdisait leurs activités. D'heure en heure l'émotion s'amplifie.

La nouvelle de cet assassinat, d'abord accueillie avec désinvolture, comme un témoignage supplémentaire de l'inefficacité du régime et de son amateurisme, devient peu à peu un événement tragique. La mise en scène officielle permet de prendre en charge l'inquiétude populaire, la crainte ressuscitée d'une guerre civile, la peur de lendemains faits de misère et de chômage. Tout cela concourt à la réussite d'une cérémonie grandiose, faite des rites de la religion patriotique, de rappels lancinants de la guerre de Libération, et d'appels à l'unité nationale.

Le "sauveur de la nation"

Le régime y trouve enfin une légitimation, qu'il a recherchée vainement du côté des urnes ces trois dernières années. Rassemblement politique œcuménique de tous les courants libéraux, gouvernement d'union nationale, le Premier ministre Sid Ahmed Ghazali, et le HCE peuvent désormais rêver. Cet état de grâce durera-t-il ? Permettra-t-il au pouvoir de faire respecter les mesures impopulaires exigées par le Fonds monétaire international (FMI) ?

C'est dans un moment d'effolement total que la caste militaire avait désigné Boudiaf comme chef de l'Etat. Rien ne le préparait à ce retour sur scène. Il déclarait, récemment encore, à des journalistes tunisiens que durant son exil marocain, il ne lisait pas les



1) Voir *Inprecor* n° 344 et 346 des 17 janvier et 14 février 1992.

journaux algériens. Il y a six mois, Boudiaf était complètement inconnu du peuple algérien. Le régime s'était appliqué à effacer des programmes scolaires et des débats publics tous les noms illustres des acteurs de la lutte de Libération, qui ont été écartés du pouvoir par le coup d'Etat de l'armée des frontières, conduit par Boumédiène, en 1962. Plus encore, Boudiaf qui avait participé à la campagne contre le droit des Sahraouis à l'autodétermination, était accusé par le régime de collusion avec le roi du Maroc, il ne pouvait donc envisager de revenir en Algérie.

Quel retournement de l'histoire que celui qui le place à la tête du régime issu de l'annulation des élections du 26 décembre 1991 et qui le propulse comme "père de la nation" jusqu'à ces funérailles nationales. Ces funérailles auxquelles n'ont pas eu droit des hommes comme Krim Belkacem, véritable dirigeant des actions militaires, Messali Hadj, père du nationalisme radical algérien, et bien d'autres.

Malgré les limites évidentes du personnage, Boudiaf jouait pourtant un rôle efficace pour le pouvoir. L'émotion, au jour de sa mort, confirme cette place de "père protecteur de la nation" qu'il prenait de plus en plus. Pourtant le bilan des six mois de Boudiaf n'est pas brillant.

De la fumée sans feu

Sur le plan politique, ses velléités populistes ont fait long feu. La lutte contre la corruption, destinée à afficher la rupture avec le régime en place depuis 30 ans, s'est interrompue très tôt, juste après la publication dans la presse des premiers noms de généraux accusés avec l'ancien président Chadli Benjedid, de s'être servis dans les caisses de l'Etat. « *Alerte rouge, le pays est en danger, l'armée est menacée* » titrait un vaillant quotidien patriote pourfendeur, à ses heures, de petits corrompus et surtout ennemi acharné des idées de gauche.

Alors que sa légitimité de coordinateur du groupe qui déclencha, en 1954, la guerre de Libération nationale promettait à Boudiaf une fonction de rassembleur, son sens politique limité, son absence de tact, les mesures vexatoires à l'égard de la presse et des partis, et les critiques brutales de ses discours ont totalement isolé le régime. Le "conseil consultatif", censé concrétiser l'adhésion de courants divers autour de l'action gouvernementale, péniblement constitué au bout de trois mois, est tombé dans l'oubli tant il n'est pas représentatif.

La campagne centrale confiée à Boudiaf était celle de la mise sur pied d'un "rassemblement patriotique", pour préparer les confrontations électorales des années à venir. C'était une opération facile à réaliser au lendemain de la victoire du FIS au pre-

mier tour. Mais, après quelques semaines de régime Boudiaf, le FLN, le FIS et le Front des forces socialistes (FFS) étaient rejetés avec virulence, accusés de s'être alliés pour « *faire le jeu de la France* » et autres sornettes quand on sait que la confrontation électorale a montré l'importance de ces trois partis... Les intégristes dits modérés étaient promis au sort du FIS, et les autres groupes politiques mis au ban de la société.

Même les mieux disposés à l'égard du coup d'Etat, l'ancien président Ben Bella et compagnie, ont dû se replier dans une réserve de dignité. Soutenu par le Rassemblement culturel démocratique (RCD) berbéro-libéral, le Parti d'avant-garde socialiste (PAGS, Parti communiste) et quelques groupes insignifiants, au total 300 000 voix, le 26 décembre 1991, il ne restait à Boudiaf et Ghazali qu'à s'approprier les 7 millions de non votants.

Les cérémonies à grand tapage, prévues pour les prochains jours, dans le cadre du trentième anniversaire de l'Indépendance, étaient la dernière chance pour capitaliser au sein d'un rassemblement politique ceux qui voyaient en Boudiaf un recours contre le FIS ou simplement contre la menace de guerre civile. Dans ce contexte de marasme politique et de restriction des libertés, l'échec de l'opération était à prévoir. Les premiers rendez-vous de la tournée qui s'achève prématurément avec l'assassinat de Boudiaf, étaient très peu réussis.

En organisant, la grand-messe nationale autour de l'attentat, le pouvoir permettra peut-être que la mort de Boudiaf réussisse le rassemblement qui allait échouer de son vivant.

Ni liberté ni prospérité

Boudiaf avait déclaré que deux mois d'internement administratif, ce n'était rien. Lorsqu'il fut arrêté en 1962, il avait exprimé sa révolte en écrivant un livre.

La Ligue des droits de l'homme pourtant demande aujourd'hui que ces victimes de l'arbitraire [arrêtés après le coup de force de décembre 1991] « *soient bien traitées* » et le tout nouvel observatoire des droits de l'homme souhaite la libération de ceux qui n'ont rien à voir avec les événements en cours. Les démocrates mettent la démocratie au placard et se revendiquent désormais de la modernité. A côté les intégristes, défendus par maître Ali Yahia de la Ligue de défense des droits de l'homme, font figure de saints et tous leurs écarts, toutes les violences subies, toutes les répressions annoncées, sont temporairement oubliées.

Si les attaques contre les gendarmes et leur lot de victimes provoquaient une réprobation unanime, la permanence des barrages et des fouilles irritait et attestait l'échec du

pouvoir à garantir la sécurité. Les restrictions apportées à l'activité des partis, les chicaneries contre la presse, tout cela diminuait la stabilité du pouvoir et sa capacité à absorber les chocs. Bien sûr, le FIS comme alternative concrète avait disparu et ses sympathisants étaient déçus et dispersés, mais l'intégrisme restait toujours une expression légitimée de la protestation du peuple, et le fantôme du FIS planait dans l'attente du procès de Blida.

Mais, au marasme et à l'insatisfaction sur le plan politique s'ajoute la régression économique. Boudiaf, qui dirigea pendant 20 ans le Parti de la révolution socialiste (PRS), dénonçait le socialisme et se mettait au service de l'ouverture économique, de l'économie de marché.

Quand deux-tiers des produits alimentaires sont importés et que tous les secteurs de l'économie dépendent de l'importation de pièces et matières essentielles ; quand le ratio service de la dette sur recettes d'exportation dépasse 80 %, que reste-t-il à faire d'autre qu'obéir aux recommandations du FMI ?

Les privatisations

La dévaluation du dinar, qui est passé de 1,4 à 0,25 francs en quelques années, doit se poursuivre et se répercuter sur les prix. Y compris celui du pain et du lait. Le 20 juin 1992, les prix de ces produits de base ont triplé. Mais le FMI a continué à exiger la suppression totale des subventions à ces produits. L'été promettait d'être dur.

Finie la période des pénuries : on trouve de tout sur les marchés, bananes, kiwis, voitures, ordinateurs, et même des acheteurs pour ces produits horriblement chers. La détresse sociale est accentuée par la menace de liquidation des entreprises étatiques. Ghazali les appelle les "canards boîteux". Mais quel secteur économique survivrait à une telle ouverture au marché mondial ? En attendant l'écrasement du pouvoir d'achat actuel des travailleurs et leur dressage à la surexploitation, les ordres du FMI se traduisent par la désindustrialisation.

Mais l'opération la plus significative est le retour du cartel sur les champs pétroliers (2). Pour un droit d'entrée de 3 à 5 milliards de dollars, Ghazali organise le retrécissement des ressources annuelles en devises en vendant des parts des gisements. La recolonisation est en cours.

Dans l'agriculture, on n'en est pas là : avant de constituer des fermes capitalistes,

2) En 1991, les champs pétroliers nationalisés ont été ouverts à 49 % aux capitaux étrangers. Les premières signatures de contrats étaient prévues pour juillet (Mobil a déjà signé un contrat d'exploration-production). Des démarches identiques étaient en cours pour les gisements de gaz. Les exportations d'hydrocarbure (11,3 milliards de dollars par an) sont quasiment la seule source en devises de l'Algérie.

on doit faire lâcher prise aux paysans. Les domaines autogérés, découpés en mini-coopératives en 1986, seront distribués en lopins individuels puis vendus, avant la mise en faillite et la revente. En attendant les années à venir seront faites de stagnation des rendements (6 à 8 quintaux par hectare) et d'importations massives de blé.

Ce tableau désastreux n'empêche pas l'unanimité sur l'ouverture économique. Le débat actuel porte essentiellement sur la nécessité du rééchelonnement de la dette.

Car il apparaît que la France préfère codifier la capitulation du régime et programmer son retour en Algérie, au lieu de se contenter de ce *gentleman agreement*, qui reprofile la dette en injectant de nouveaux prêts en échange d'avancées promises vers la libéralisation.

Seules quelques voix discordantes, celles de socialistes révolutionnaires, demandent l'annulation de la dette et la rupture avec le FMI. Certains appellent à l'instauration d'une économie de guerre, c'est-à-dire en finir avec l'endettement et importer à concurrence des recettes disponibles, après paiement du service de la dette.

Les lendemains du deuil

L'émotion provoquée par la mort de Boudiaf est en rapport avec une illusion assez classique, celle qui consiste à penser qu'il avait le pouvoir. Sa disparition semble donc ouvrir une période d'incertitude. Il n'en est pas ainsi dans la réalité.

Le rôle décisif de la hiérarchie militaire est un point constant depuis l'Indépendance. Nezzar, le ministre de la Défense, qui la représente, est le principal artisan du coup de force du 11 janvier. Affligé d'une grave maladie, il ne tenait pas à jouer les premiers rôles. La légitimité historique de Boudiaf apportait un plus. Son successeur serait Ali Haroun, plus ouvert et capable d'initiative politique, ou bien Ali Kafi, le responsable des anciens *moudjahidine*, qui risque de revenir à des alliances plus classiques avec des hommes du FLN historique. Cela ne change pas beaucoup.

L'assassinat de Boudiaf a provoqué un choc psychologique qui va grandissant. Le pouvoir est tenu de donner des signes de fermeté. Il peut être tenté, et c'est probablement ce qui va se passer, de durcir la répression contre le FIS. Maintenant que le sang a coulé, il est permis au pouvoir de riposter et la tête de Abassi Madani et de Belhadj est en jeu. Lors de la première audience du procès du FIS, le 27 juillet, le tribunal avait cafouillé et la presse avait offert une audience inespérée aux imprécations d'Ali Belhadj et à la protestation légitime des avocats. Ce procès, repoussé au 12 juillet, pourrait, s'il n'est pas encore reporté, être mené au pas de

charge avec l'assentiment de tous.

Mais une répression féroce et tout azimut est pour l'instant exclue. Le pouvoir n'en a nul besoin. La vis est suffisamment serrée. A trop forcer sa chance, le régime risque de provoquer une nouvelle explosion. Pourtant, les licenciements massifs et la baisse drastique du pouvoir d'achat nécessiteraient la main de fer d'un pouvoir répressif. Mais on ne s'improvise pas dictateur sanglant, le régime actuel est encore trop fragile, trop empêtré dans ses contradictions pour envisager une issue aussi extrême. Même si l'opinion est préparée. Mais ce durcissement attendu, cette sévérité possible à l'égard des dirigeants du FIS, ne favorise pas l'objectif d'ouverture que les secteurs les plus éclairés du pouvoir se sont fixés.

Revenue de la croisade anti-intégristes, la classe politique appelait à un redéploiement. « *Réconciliation nationale* », disaient Aït Ahmed, Ben Bella et Mehri, le dirigeant du FLN ; la presse pro-Boudiaf était attentive, car l'isolement du pouvoir était patent et son échec imminent. Seuls quelques fidèles du régime, ou le RCD, tous très peu représentatifs s'opposaient à cet appel.

La réconciliation avec le FIS, objet du débat, est peu probable. L'armée n'en voudrait pas. Mais on peut se gargariser du mot "réconciliation" et instaurer à peu de frais une concertation qui offrirait au pouvoir la caution du FFS, du Mouvement démocratique algérien (MDA) de Ben Bella, des intégristes du HAMAS, et de tous ces petits partis d'opposition bourgeoise réduits à la fronde par la brutalité de Boudiaf et par son manque d'envergure politique.

Les "bons" conseils du FMI

Ghozali avait réussi à les légitimer ainsi au cours de l'été 1991, mais ses deux gouvernements ouverts à des transfuges islamistes ou du FFS, n'ont pu bénéficier de l'image de gouvernement de coalition, en raison de l'absence de concertation publique avec des forces représentatives à ce propos.

Ce pouvoir qui n'a pu réussir des élections qu'il nous promettait propres et honnêtes, qui a raté l'organisation du baccalauréat puisque des fraudes massives (sujets diffusés par fax aux journaux, corrigés photocopiés à l'avance) ont conduit à l'annulation des épreuves, ce pouvoir qui vient de tripler le prix du lait et qui n'a pas été capable d'organiser quelques réunions de cadres pour son président, ce pouvoir a besoin de crédibilité et de légitimité.

Quelle que soit la formule retenue, et le niveau de la répression, quel que soit le successeur désigné (3), le programme du gouvernement est clair : obéir au FMI. Vendre les champs pétroliers, fermer ou privatiser les industries existantes, licencier en masse, cesser de soutenir les prix des produits de



première nécessité. Les gouvernements successifs ont essayé de résister aux oukases du FMI, ils ont argué du danger intégriste, mais les mois qui passent rendent les choses de plus en plus difficiles et le FMI est de plus en plus intransigent.

La classe ouvrière a résisté ici et là. Les luttes récentes des enseignants, celle des travailleurs de l'équipement témoignent d'une disponibilité. Mais il est difficile d'organiser la résistance en pleine crise d'effondrement de l'économie. Difficile de trouver du travail pour un travailleur combatif licencié, difficile pour des syndicalistes de proposer une alternative pour sauver une entreprise, quand les nouvelles règles du jeu économique condamnent tout l'édifice antérieur.

La solution est à l'échelle de tout le pays. Or, l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) est discréditée et collabore on ne peut mieux avec Ghozali. Les intégristes, qui sont des ultra-libéraux, jouent la fibre populiste tant qu'ils restent dans l'opposition. Mais, s'ils ont pu envisager d'instrumentaliser une quelconque révolte sociale, il n'est pas dans leur intention de l'organiser. Leur état de décomposition organisationnelle ne permet d'ailleurs aucune initiative.

Si le FMI continue d'exiger la suppression du soutien des prix, il faut s'attendre à une rentrée chaude. Mais ces luttes spontanées devront disposer d'une direction pour les faire aboutir. ★

Alger, 30 juin 1992

3) Le 2 juillet, le HCE a désigné Ali Kafi comme successeur de Boudiaf, ancien colonel de l'Armée de libération nationale et dirigeant historique de l'Indépendance. Il était un des cinq membres du HCE.

L'étrange coalition

Malgré l'euphorie d'une partie de la population israélienne et des médias, il est évident que la défaite électorale du Likoud et la victoire des travaillistes, le 23 juin 1992, n'ont pas produit des changements exceptionnels dans le rapport de forces politique en Israël (voir *Inprecor* n° 348 du 13 mars 1992). La seule nouveauté importante de ces élections est constituée par le fait que les travaillistes sont parvenus à écraser le Likoud, après quinze ans d'opposition.

Marcelo MEIR



MEME si les travaillistes disposent actuellement d'une majorité de sièges à la Knesset — avec la coalition de la gauche libérale Meretz, le

Parti communiste et la Liste arabe démocratique —, son dirigeant, Itzhak Rabin, a d'ores et déjà déclaré que constituer une coalition avec les seules forces de gauche représenterait une grave erreur. Voilà pourquoi il essaye de convaincre des forces politiques de droite — spécialement Tsomet (Carrefour), dirigé par l'ancien commandant de l'armée israélienne Rafael Eytan (1) et le Mafdal, parti nationaliste religieux —, ainsi que les partis religieux orthodoxes de participer au gouvernement. Les résultats de Tsomet aux élections du 23 juin ont constitué une véritable surprise : en effet, ce parti est passé de 8 députés à 24.

Les électeurs israéliens ont voté pour Rabin essentiellement dans le but de sanc-

tionner le Likoud. Ce parti a gouverné pendant les quinze dernières années en s'appuyant sur les couches pauvres de la population, avec une idéologie populiste. Cependant, au cours de la dernière décennie, et notamment sous les gouvernements dirigés par Shamir, le Likoud a retrouvé son idéologie originelle, en mettant surtout en avant la nécessité de préserver le Grand-Israël face aux intérêts des Arabes — même si cela le mettait en contradiction avec ses patrons nord-américains.

Sur le terrain social, le Likoud a appliqué des mesures d'austérité qui se sont renforcées avec l'arrivée des immigrés juifs en provenance de l'ancienne Union soviétique. La population juive orientale, les habitants des quartiers pauvres et les chômeurs — le chômage touche aujourd'hui 15 % de la population active et 40 % des nouveaux immigrés — ont vu le Likoud porter l'essentiel de l'effort de sa gestion gouvernementale sur les aspects diplomatiques et économiques de l'avenir des Territoires occupés, en délaissant ses électeurs naturels. Face à cela, et alors qu'éclataient au grand jour les débats internes du Likoud sur cette question, il devenait évident qu'une partie importante des électeurs allait porter ses voix sur Itzhak Rabin.

L'appui qu'a gagné Rabin ne signifie pas un appui au programme de son parti. Les travaillistes sont, aux yeux des classes populaires, les responsables historiques des maux qui les frappent. En d'autres termes, le vote du 23 juin ne traduit pas un soutien programmatique aux travaillistes, mais un soutien à Rabin lui-même, au dirigeant qui dispose d'assez de charisme et de force pour parvenir à « résoudre les problèmes les plus brûlants ».

Le Parti travailliste lui-même a compris les caractéristiques de ce soutien électoral ; il a centré sa campagne sur Rabin, tout en développant une ligne dure par rapport à l'Intifada. Le



L'électorat arabe

Les résultats des récentes élections parmi la population arabe — les Palestiniens qui ont la nationalité israélienne — ont malheureusement confirmé les analyses qui font état d'une crise de la conscience nationale et de l'absence de perspectives politiques.

La majorité de la population arabe a voté pour les partis sionistes et a donné deux députés à la Liste démocratique arabe. Malgré ses déclarations nationalistes, d'un point de vue social, celle-ci représente surtout les privilèges de certaines familles et des intérêts ethniques.

La direction du Mouvement islamique, intégriste, a apporté son soutien à cette liste.

La coalition dirigée par le Parti communiste a obtenu un député, et la Liste progressiste pour la paix n'a même pas obtenu un siège. ★

M. M.

Parti travailliste est ainsi apparu, pour une majorité de gens, comme un deuxième Likoud. Cette stratégie est confirmée par le fait que les députés de l'aile gauche de ce parti ont été soigneusement mis à l'écart pendant le mois qui a précédé le scrutin.

La campagne de Rabin

Tout cela renforce la politique de Rabin qui se vit d'abord comme le leader de la majorité de la population, et seulement ensuite comme le dirigeant du programme travailliste et de toutes les forces qui militent au sein de ce parti. Cette position débouche automatiquement sur la nécessité de former une coalition large, où la gauche et la droite puissent contre-balancer la force du centre, c'est-à-dire de Rabin et des députés qui lui sont proches.

Mais, même dans une telle situation, la gauche libérale de Meretz aurait pu donner un ultimatum à Rabin, en lui faisant comprendre qu'elle ne serait pas prête à prendre part à une coalition avec des forces de droite. Mais cela n'a pas été le cas : les dirigeants de Meretz se sont empressés de confirmer leur décision de soutenir une coalition large, même si des partis de droite y participaient.

1) Après avoir servi sous les ordres de Rabin pendant la guerre d'indépendance, Rafael Eytan fut chef d'état-major de Tsahal lors de l'invasion du Liban, en 1982. En 1981, il déclarait, à propos des citoyens arabes d'Israël, qu'ils étaient « des cafards qui s'agitent dans une bouteille ».

Pourquoi ce tournant de la part de Meretz, qui est pourtant devenu la troisième force électorale du pays et que ses électeurs voient comme le représentant du mouvement de la paix ? La réponse est simple, Meretz appartient toujours, d'un point de vue idéologique, programmatique et historique aux forces du consensus national sioniste.

Les liaisons dangereuses

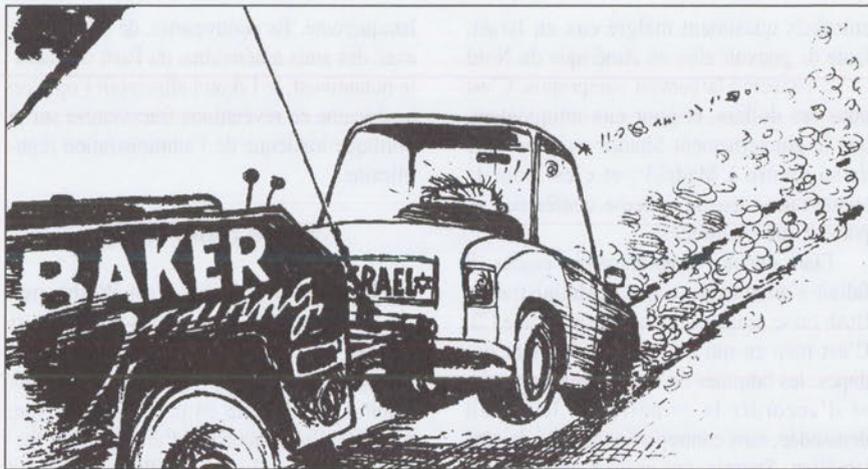
Meretz fait passer les intérêts de l'Etat central — parmi lesquels, la nécessité de créer un gouvernement large et stable — avant ceux du mouvement de la paix. Les dirigeants de cette coalition ont justifié leur volonté de participer à un même gouvernement que le parti de droite Tsomet en expliquant que ce dernier avait recueilli les voix de ceux qui cherchent une réponse aux pressions des partis orthodoxes.

En ce sens, Meretz voit Rafael Eytan, dirigeant du Tsomet, comme un allié naturel. Mais cela n'est que partiellement vrai ; en fait, en ce qui concerne l'avenir des Territoires occupés, le Tsomet se retrouve sur les mêmes positions que les partis d'extrême droite. La présence de Tsomet au gouvernement risque de reporter la prise de décisions essentielles concernant l'avenir de ces territoires à une date incertaine. En d'autres termes, Meretz serait prêt à revoir ses principes à la baisse pour faire partie de la coalition, même si cela laissait la voie libre aux travaillistes et à Tsomet pour décider librement du programme gouvernemental concernant les négociations de paix.

La politique des dirigeants de Meretz signifie une véritable trahison vis-à-vis de son électorat et du mandat qu'il a reçu de celui-ci. Il faut espérer que les militants de base de cette coalition réagiront face à cette situation, même s'il est évident que cela prendra du temps — l'espoir de voir des ministres du Meretz au gouvernement changer le rapport de forces au sein de celui-ci jouera un rôle important dans la conscience de cet électorat.

Enfin, ces élections ont confirmé le processus de modification de la conscience de la population israélienne sur un seul point : l'avenir des Territoires occupés. Cette évolution de l'électorat s'est traduite par la débâcle du parti d'extrême droite Tehiya. Cette organisation n'a pas franchi le seuil électoral lui permettant d'avoir un élu à la Knesset — dans la précédente législature, il en avait trois. Cela montre une maturation de l'électorat face à des positions extrémistes, qui prônent la priorité des implantations juives dans les Territoires occupés et la répression massive de la population palestinienne.

La population israélienne a montré



Les déboires du Plan Baker.

qu'elle n'est plus disposée à croire que les implantations sont la solution magique à tous les problèmes de la société israélienne. Cela constitue un petit changement, certes ambigu, dans la conscience de l'électorat, mais bien réel.

On peut espérer qu'avec la création de la coalition gouvernementale, une nouvelle

phase politique importante s'ouvrira en Israël. L'extrême droite et les militants du mouvement de la paix seront contraints de revoir leurs positions stratégiques ainsi que leur attitude face à leurs directions. ★

Jérusalem, 1er juillet 1992

Au bonheur de Bush

Le triomphe du Parti travailliste sioniste, mené par Itzhak Rabin, aux élections israéliennes du 23 juin 1992, est la première victoire politique de George Bush depuis bien longtemps. Il en avait grand besoin, aussi bien pour des raisons de politique intérieure que de politique étrangère.

Salah JABER

SUR le plan intérieur, on sait quels sont les déboires du président américain depuis plusieurs mois, en vue de l'élection présidentielle de novembre 1992. Incapable de se prévaloir d'arguments électoraux convaincants en matière de politique sociale ou économique, l'administration Bush — depuis la guerre du Golfe — comptait surtout sur son palmarès en politique mondiale.

Or, celui-ci s'est réduit comme une peau de chagrin depuis le début de cette année, avec la démonstration de plus en plus évidente des limites bien étroites du pouvoir réel de l'empire américain.

Le Moyen-Orient est l'un des domaines où ces limites se sont manifestées avec le plus d'éclat. D'une part, autour du Golfe même, avec un Saddam Hussein toujours fanfaron et une politique américaine sans solutions de rechange à promouvoir.

D'autre part, et surtout, face au conflit israélo-arabe : l'administration Bush avait cru pouvoir tirer les marrons du brasier irakien, encore incandescent, en convoquant la "conférence de paix" à partir du 30 octobre 1991. Elle prenait le pari de pouvoir avancer à grands pas vers une *Pax Americana* régionale, en venant à bout de l'intransigeance du Likoud d'Itzhak Shamir au moyen d'une forte pression financière. Elle savait que l'Etat d'Israël avait désespérément besoin du prêt de dix milliards de dollars, qu'il demandait au gouvernement américain de garantir. Sans cet argent, le projet sioniste d'absorption d'un million d'immigrants juifs en provenance de l'ancienne Union soviétique —

entraînés quasiment malgré eux en Israël, faute de pouvoir aller en Amérique du Nord — se trouverait largement compromis. C'est pour ces dollars, et pour eux uniquement, que le gouvernement Shamir avait accepté de se rendre à Madrid ; et c'est pour la même raison que la fameuse conférence ne pouvait que s'enliser (1).

Etant donné l'importance des enjeux, il fallait s'attendre à ce que l'administration Bush fasse usage de son arme financière (2). C'est bien ce qui s'est passé : n'étant pas dupes, les hommes de Washington ont refusé d'accorder la garantie qui leur était demandée, sans contrepartie tangible du côté israélien. Shamir, qui croyait empocher la mise et puis agir à sa guise, se retrouvait bredouille. Le bras de fer était engagé, avec de lourdes interventions réciproques, cousues de fil blanc, dans les campagnes électorales des deux pays.

L'administration Bush prenait l'initiative d'une détérioration sans précédent dans les relations israélo-américaines : le message, relayé par ses bons alliés travaillistes sionistes, était que l'intransigeance du Likoud menait Israël sinon à sa perte, du moins à la

banqueroute. En contrepartie, de connivence avec des amis américains, du Parti démocrate notamment, le Likoud alimentait l'opinion américaine en révélations fracassantes sur la politique irakienne de l'administration républicaine.

L'urne américaine

Dans ce bras de fer, c'est Washington qui l'a emporté. Certes, plusieurs facteurs d'ordre intérieur, politiques et socio-économiques, peuvent expliquer la victoire de Rabin (voir l'article en p. 6). Mais ils sont tous liés d'une façon ou d'une autre au facteur américain. Il n'est d'ailleurs nullement surprenant de voir Rabin, dès le 24 juin, souhaiter publiquement que l'administration Bush revienne sur son refus de garantir l'emprunt israélien des dix milliards de dollars. Il obtiendra, très probablement, gain de cause.

C'est là qu'apparaît, de la manière la plus nette, la myopie, sinon la sottise, de la droite palestinienne, Arafat en tête, qui s'est réjoui de la victoire de Rabin : celui-ci pratiquera en fait une politique peu différente de

celle de Shamir dans le fond (y compris sur l'"autonomie" concédée aux Palestiniens), comme il a déjà eu plus d'une fois l'occasion de le démontrer, mais plus souple et plus subtile dans la forme — de sorte à bénéficier des largesses de Washington et à reconquérir la sympathie des Etats européens. Encore une fois, le bon sens populaire s'avèrera plus perspicace que certaines directions prenant leurs désirs pour des réalités : beaucoup de Palestiniens, interrogés par les reporters dans les rues de Jérusalem, ont répondu soit que Rabin et Shamir, c'était du pareil au même par rapport à leur peuple, soit que le premier est plus dangereux que le second, car plus sournois et soutenu, de surcroît, par les Etats-Unis. ★

25 juin 1992



1) Voir *Inprecor*, n° 340 du 8 novembre 1991.

2) Voir *Inprecor*, n° 330 du 1er mai 1991.

CEI

Voyage à Erevan

La République d'Arménie est confrontée à trois problèmes essentiels : la guerre au Karabagh (1), les changements économiques dans un pays à l'économie obsolète et sans ressources naturelles, et les relations à établir avec la Turquie — responsable du génocide arménien lors de la Première Guerre mondiale.

Dans la capitale, Erevan, la population se demande si l'Arménie indépendante pourra survivre. Notre envoyé spécial dans cette région témoigne.



Vicken CHETERIAN

VOICI une des plaisanteries actuellement les plus en vogue dans les rues d'Erevan : « Une femme entre dans sa cuisine, appuie sur l'interrupteur et découvre qu'il y a de l'électricité ; elle allume le four et s'aperçoit que le gaz fonctionne ; elle tourne le robinet et voit couler de l'eau. Elle court alors vers son mari en criant : "Les communistes sont revenus !" ». En Arménie — comme dans d'autres régions de l'ancienne Union soviétique — les gens parlent de l'ère Brejnev comme d'un paradis perdu : une ère d'abondance où les magasins étaient pleins, les produits bon marché et où tout le monde avait du travail.

L'Arménie est un pays montagneux de 30 000 km², elle n'a pas d'accès à la mer et dispose de ressources naturelles limitées. Les Soviétiques ont construit d'immenses usines chimiques, très polluantes, mais qui dépendaient des matières premières en provenance de Russie, et du marché commun de l'Union pour la distribution de leurs produits finis.

La République ne décidait rien, car les investissements venaient de Moscou et les revenus provenant de la vente des produits y repartaient.

Le blocus de l'Arménie par l'Azerbaïdjan, qui dure depuis 1989, et l'effondrement progressif de l'économie soviétique ont eu des conséquences désastreuses. Durant l'hiver 1992, l'industrie n'a fonctionné qu'à 20 % de ses capacités.

La moitié de la population de la République vit dans la capitale, Erevan. Autrefois, les dirigeants arméniens soviétiques avaient essayé de faire monter le nombre des habitants au-dessus du seuil du million afin de recevoir plus d'argent du plan.

La ville est en très mauvais état, comme après une catastrophe ; les rues sont parsemées de nids de poules ; les gens vivent dans des blocs de béton construits à la hâte, ou dans des bidonvilles. Des usines fonctionnent en plein milieu des quartiers d'habitation. A la tombée de la nuit, la ville s'endort et les cafés rappelant des jours meilleurs restent fermés. Les 2 750 fontaines construites pour commémorer l'anniversaire historique de la ville sont asséchées.

Des milliers de gens attendent pendant des heures aux arrêts de bus — le transport public est complètement désorganisé et les voitures privées restent rares. En mai 1992, alors qu'un gallon d'essence coûtait 120

1) Voir *Inprecor* n° 347 et 352 des 28 février et 8 mai 1992.

roubles à Moscou, il dépassait 700 roubles à Erevan — soit plus que le salaire mensuel.

Le pays est plus proche du Moyen-Orient que de la Russie ou de l'Europe. Les rapports familiaux dominent la vie sociale et économique. Les femmes, quand elles travaillent, occupent les emplois les moins qualifiés ; avec l'effondrement des valeurs soviétiques et l'augmentation de la pression économique, des courants traditionalistes tentent de les renvoyer dans leurs cuisines.

La reconstruction inachevée

Leninakan, la seconde ville du pays, a été rebaptisée Gumri et la statue de Lénine a été enlevée. Les ruines du tremblement de terre de 1988 n'ont été que partiellement reconstruites. Environ un tiers de la population de la région touchée par cette catastrophe vit toujours dans des bâtiments préfabriqués, très froids en hiver et torrides en été. Les immeubles de béton endommagés par la secousse sismique restent vides — les gens craignent qu'en cas de nouveau choc, ces bâtiments rapidement et mal construits redeviennent des cercueils.

Il y a des grues immobiles dans toute la ville ; les matériaux de construction sont introuvables à cause du blocus. De plus, en 1991, le gouvernement n'a rien investi dans le logement, et les gens ne peuvent pas faire face aux prix du marché libre.

Une loi de privatisation de la terre, la plus radicale de la Communauté des Etats indépendants (CEI), a été adoptée par le Parlement, en février 1991, et environ 80 % des surfaces agricoles ont déjà été distribuées. Ce processus a été considéré comme une réussite et les médias ont même déclaré qu'en matière alimentaire « l'Arménie sera bientôt autosuffisante ». Il est vrai que, dans une région montagneuse, les petites fermes sont généralement plus productives que les grands kolkhozes. Aujourd'hui, la pénurie de pièces détachées pour les tracteurs et les engins agricoles, auparavant importées de Russie, constitue le principal obstacle.

La seconde étape de la privatisation, qui concerne les commerces, les grands magasins et les cafés, a déjà commencé. Le chômage n'est guère significatif pour l'instant, mais on s'attend à ce qu'il augmente beaucoup vers la fin 1992.

Les avions reliant Moscou à Erevan sont en général bondés ; certaines personnes donnent ouvertement des pots-de-vin au pilote pour pouvoir monter à bord et voyagent debout durant tout le trajet. La plupart d'entre eux se rendent en Arménie pour faire des affaires, transportant toute sorte de choses, depuis des chocolats jusqu'à des boîtes d'œufs qu'ils vendent dans les rues d'Erevan.

La fierté nationale des Arméniens est

frappante. Les rues de la capitale sont décorées de centaines de statues des grands hommes du pays. La perte d'identité, provoquée par l'appartenance à une grande puissance, a aujourd'hui cédé la place au nationalisme. Les deux héros nationaux actuels sont le général Antranik — un chef de la guérilla qui lutta contre l'armée turque au début du siècle — et le chanteur franco-arménien Charles Aznavour, qui a organisé d'importantes collectes d'argent pour les victimes du tremblement de terre.

A l'époque soviétique, les rapatriés arméniens étaient vus avec suspicion et n'obtenaient jamais des postes importants. En revanche, aujourd'hui, le président arménien, Levon Ter-Petrosian est né en Syrie (ses parents furent rapatriés en 1946), et le ministre des Affaires étrangères, Raffi Hovanesian est Américano-Arménien. Le tournant nationaliste est motivé par l'espoir d'un soutien de la diaspora, étant donné que la moitié des 7 millions d'Arméniens vit à l'étranger — en Iran, en Syrie, au Liban, en France, aux Etats-Unis, au Canada ou dans les prospères communautés d'Arménie occidentale, en Turquie.

Les limites du nationalisme

Cependant, la fierté nationale ne suffit pas à combler les rêves de la population. Le plus cher souhait de mes hôtes, la famille Goharian, d'origine grecque, était d'émigrer à Los Angeles — ce qui est très courant. « *Là-bas, les plus pauvres des pauvres vivent mieux que les plus riches ici* », selon Siranoush, qui travaille au soviet municipal et qui cherche à entrer dans le secteur privé.

En Arménie, il est difficile de suivre ce qui se passe dans le reste du monde. Les informations internationales à la télévision consistent en deux minutes de photos de CNN défilant à toute allure. Samuel Kevorkian, le directeur de la station de télévision locale explique : « *Nous avons passé un accord avec CNN : ils nous fournissent gratuitement des images internationales mais nous ne pouvons nous adresser qu'à eux.* »

Même le Parti communiste arménien explique ses liens avec Moscou par des arguments nationalistes. Aram Sarkissian, ancien membre du bureau politique du PC local, aujourd'hui dirigeant du Parti démocratique d'Arménie, déclare : « *L'Arménie est entourée d'Etats musulmans hostiles. L'histoire a prouvé que l'Occident, la Grande-Bretagne, et, enfin, les Etats-Unis, soutiennent la Turquie dans cette région. Notre seul allié, ce sont les Russes ; nous avons donc besoin d'un parti politique pro-russe fort dans la région, pour que les Russes s'intéressent davantage à nous.* » Cet argu-



ment n'est pas nouveau — les communistes arméniens ont toujours répliqué aux nationalistes qu'en 1920, l'Armée rouge avait sauvé le pays de l'invasion des armées turques.

Quand l'agitation a commencé dans l'enclave du Karabagh — région montagneuse peuplée d'Arméniens dans l'Azerbaïdjan voisin —, les manifestants, tant à Erevan qu'à Stepanakert, capitale du Karabagh, arboraient des portraits de Gorbatchev. Selon le journaliste Vahan Ishkhanian : « *Non seulement, les gens croyaient à la perestroïka et à la glasnost, mais ils pensaient que les Russes au pouvoir à Moscou interviendraient en faveur de leur cause.* » La position de la direction soviétique, qui traita

le mouvement populaire arménien de 1988 d'« *irresponsable et aventurier* », tout en essayant de maintenir le statu quo, provoqua une forte colère contre les Russes. Ainsi, la lutte pour le Karabagh se transforma rapidement en mouvement pour l'indépendance vis-à-vis de Moscou.

Les pogroms de Soumgaït, (1988) puis de Bakou (1990), ravivèrent les souvenirs du génocide organisé par les autorités turques en 1915, alors que la guerre au Karabagh provoquait une profonde haine contre les azéris. La plupart des gens sont persuadés que la Turquie équipe les milices azéries en armes et en équipement. Les frontières avec l'Azerbaïdjan et le Nakitchévan (enclave azérie entre l'Arménie et l'Iran) sont le théâtre de combats sporadiques, menés par des unités paramilitaires. Personne ne semble vraiment opposé à la guerre, et personne ne croit à la possibilité d'une solution ni en Arménie ni en Azerbaïdjan ; les deux gouvernements sont critiqués pour l'insuffisance de leur effort de guerre.

Le Mouvement national arménien (MNA), actuellement au pouvoir, est issu du Comité Karabagh formé à la suite des mobilisations populaires de 1988. Aujourd'hui, le MNA est composé d'intellectuels qui n'appartenaient pas à l'ancien régime et d'anciens cadres communistes qui l'ont rallié. Au départ, ses principaux objectifs étaient d'unifier le Karabagh avec l'Arménie, et de fermer la centrale nucléaire et l'usine chimique Naryd à la sortie d'Erevan, responsable d'une importante pollution.

En août 1990, quand Ter-Petrosian est arrivé au pouvoir à la suite d'élections au suffrage universel direct, l'opinion arménienne était fortement anti-russe ; dans le même temps, Gorbatchev brandissait la menace d'un démantèlement des milices arméniennes. Contrairement à Gamsakourdia, l'ancien président de la Géorgie, ou au Front populaire azéri, actuellement au pouvoir en Azerbaïdjan, qui ont voulu couper les ponts avec la CEI, Ter-Petrosian adopta une attitude conciliante vis-à-vis des autori-

tés soviétiques, puis de la Russie, afin d'éviter toute confrontation directe.

La nouvelle élite d'Erevan est également favorable à une solution diplomatique de la question du Karabagh. Elle était même prête à accepter un compromis pour que le Karabagh devienne une région autonome au sein d'un Azerbaïdjan fédéral. Les dirigeants du MNA savent que les réformes de marché, qui reposent sur l'espoir des investissements étrangers, ont besoin d'une certaine stabilité. Mais les événements militaires ont bouleversé les scénarios politiques.

Le MNA a également dû abandonner tout vocation écologiste. L'usine Nayrid, fermée pendant un an, a été rouverte. « *La lutte pour Nayrid était une question politique pour nous* », a déclaré Ter-Petrosian, expliquant qu'auparavant l'usine appartenait aux Soviétiques, et maintenant à la République arménienne. De plus, le gouvernement étudie maintenant la possibilité de réouverture de la centrale nucléaire. Or, selon Hagop Sanassarian, le dirigeant de l'Union verte d'Arménie : « *Cette centrale est du même type que celle de Tchernobyl, et elle se trouve dans une région sismique. De plus, nous n'avons aucune expérience de remise en fonctionnement de ce type de centrale après une fermeture.* »

Une opposition hétéroclite

« *Ils ne soutiennent pas la cause du Karabagh, ils suivent les traces économiques et politiques de Moscou ; ils ne partagent pas le pouvoir avec les autres partis ; ils se comportent comme l'ancien régime.* » Ces phrases ponctuent les discours des partisans de Parour Ayrikian, un militant nationaliste qui a passé 17 ans en prison sous l'ancien régime. Entre autres choses, Ayrikian réclame une rupture plus nette avec Moscou, et la création d'une armée et d'une monnaie nationales. Auparavant, il avait demandé l'établissement de meilleures relations avec la Turquie pour en finir avec la dépendance économique vis-à-vis de la Russie. Chaque samedi, environ 5 000 de ses partisans se regroupent sur la place de l'Opéra pour écouter des discours antigouvernementaux.

Le groupe d'opposition le mieux organisé est l'historique Parti Dashnak. Au pouvoir lors de la première République arménienne après la révolution russe, il en fut chassé par l'Armée rouge et devint la plus importante et la plus antisoviétique des organisations arméniennes de la diaspora.

En 1990, ce parti s'est prononcé contre l'indépendance immédiate, mettant l'accent sur le maintien de bonnes relations avec l'Union soviétique et la Russie, pour éloigner « *le danger historique turc* », comme le déclarait son candidat lors des élections de 1990, Sos Sarkissian. Pour de nombreux

Arméniens, les dashnaks représentaient un symbole de la lutte anti-soviétique ; et cette déclaration pro-Russe coûta cher au parti. Durant les deux dernières années, ce parti a continué ses activités en Arménie et possède une influence considérable au Karabagh, tant parmi les combattants que dans le Soviet suprême de l'enclave.

Les anciens médias communistes sont maintenant contrôlés par le MNA, qui reprend la vieille tradition : la « *une* » des journaux est souvent consacrée au dernier discours du président. Cependant, après l'effondrement de l'ancien régime, de nombreuses petites publications ont vu le jour. « *J'ai participé à la publication d'un samizdat sur les questions politiques et culturelles. Ensuite, c'est devenu une publication mensuelle légale, mais nous avons dû arrêter à cause de difficultés financières* », explique Vahan Ishkanian, qui travaille aujourd'hui pour le quotidien le plus populaire, *Yergir* (Pays). D'après lui, la plupart des journaux locaux essayent de tisser des liens avec des partis de la diaspora comme seul espoir de survie face aux conditions du marché. *Yergir* appartient au Parti Dashnak, qui possède aussi des publications hebdoma-

naires et mensuelles. De même, le Parti Ramgavar (libéral) dispose d'un journal important, qui paraît deux fois par semaine.

Ce quasi-monopole des partis de la diaspora sur les nouveaux médias a des conséquences politiques. Principalement composée de réfugiés ayant survécu aux massacres de la Première Guerre mondiale, la diaspora considère que la Turquie est le principal ennemi de l'Arménie. Le gouvernement, qui tente d'établir des relations diplomatiques et économiques avec la Turquie, a même fait publiquement allusion à l'arrêt possible des revendications territoriales par rapport à ce pays — une telle position est jugée comme une trahison par les Arméniens de l'Ouest.

La plupart des habitants d'Erevan craignent que l'investissement croissant de la Turquie du côté azéri ne conduise à un conflit direct avec ces deux pays. Une économie en crise, la guerre au Karabagh et à la frontière arménienne, ainsi qu'un nationalisme attisé par les frustrations et les injustices de l'histoire... Ce siècle finira-t-il aussi tragiquement pour les Arméniens qu'il avait commencé ? ★

Erevan, juin 1992

L'enjeu moldave

« *La Moldavie doit abandonner ses visées irréalistes. Je ne comprends pas pourquoi la Moldavie veut à tout prix être un Etat unitaire* », a déclaré le ministre des Affaires étrangères russe, Andreï Kozyrev, lors d'une interview au *Monde* (7 juin 1992), en commentant les affrontements sanglants entre les troupes moldaves et les forces luttant pour établir un Etat « *slave* » séparé dans la partie orientale de la Moldavie.

Le soutien de Kozyrev à un nouveau tracé des frontières moldaves dévoile les intentions guerrières des dirigeants russes, dont le maire de Leningrad, Anatoli Sobtchak et le Vice-président russe, Alexandre Routskoï, qui a affirmé, le 20 juin 1992 : « *Tout le monde doit savoir que la Russie ne tolérera plus que les russophones soient traités ainsi.* »

Colin MEADE

CELA met un point final aux espoirs de Mircea Snegur, le président moldave, qui, après l'échec du coup de force des conservateurs, en août 1991, déclarait que le nouveau leader russe, Boris Eltsine, saurait « *comment instaurer des relations entre les populations sur une nouvelle base, sans ingérences dans les affaires des autres peuples* ».

La Moldavie, qui a proclamé son indépendance le 27 août 1991, juste après le putsch de Moscou, succède à la République soviétique socialiste de Moldavie, formée après l'annexion de la province roumaine de Bessarabie, selon les termes du Pacte germano-soviétique de 1940 — la Bessarabie appartenait à la Roumanie depuis la fin de la Première Guerre mondiale.

A l'époque de l'Union soviétique, de nombreux Russes et Ukrainiens s'installèrent en Moldavie, surtout comme ouvriers de l'industrie à l'Est de la République ; c'était une politique délibérée de Moscou de contrôler sur les républiques non russes. Actuellement, environ les deux tiers de la population de la République (au total 4,5 millions de personnes) sont moldaves — d'un point de vue ethnique et linguistique,

ce sont des Roumains —, et il y a 14 % d'Ukrainiens et 13 % de Russes. La région disputée de Transnistrie abrite environ 40 % de Moldaves, 28 % d'Ukrainiens et 25 % de Russes.

Comme ailleurs en Union soviétique, la perestroïka et la glasnost ont provoqué un regain des revendications nationalistes moldaves, et, en réaction, une mobilisation de secteurs russophones favorables à Moscou et de la minorité des 150 000 Turcs qui parlent gagaouze. La plupart des non-Moldaves qui vivent en ville, surtout dans la capitale, Chisinau (Kichinev), étaient prêts à soutenir le mouvement pour l'indépendance. Ainsi 6 des 12 députés gagaouzes ont voté pour la déclaration d'indépendance de 1991, ainsi qu'un nombre important d'Ukrainiens et de Russes.

Confiante en la Communauté européenne (CE), en l'Organisation des Nations-unies (ONU), et surtout, en Eltsine, la direction moldave a fait des efforts en direction de la population non moldave de la République ; malgré les protestations tant du Front populaire moldave nationaliste radical que de l'Interfront russe, en 1989, une loi sur la langue envisageait de conserver le russe, « aux côtés du roumain », pour les démarches officielles entre les différentes nationalités ; la citoyenneté a été proposée à tous les résidents, et Snegur a repoussé à diverses reprises tout projet de réunification avec la Roumanie — l'un des pires cauchemars des Russes (le Front populaire y est favorable).

Quand les armes s'en mêlent

Cependant, les forces favorables à Moscou de la République du Dniestr (RD), proclamée en septembre 1990, et de la République de Gagaouzie, n'ont montré aucune volonté de conciliation, s'engageant dans une course aux armements pour consolider leur pouvoir dans la région. Ces efforts se sont ralentis après le coup de force d'août 1991. Au départ, la direction moldave a conseillé aux Moldaves de la région de la RD de ne pas opposer de résistance armée, en espérant certainement que les Russes les aideraient à reprendre le contrôle.

Mais, comme il devenait de plus en plus évident que les autorités russes, malgré des négociations et des accords répétés, n'étaient ni capables ni désireuses de faire cesser l'agression, les autorités moldaves ont commencé à mettre en place leurs propres forces armées, et ont accepté l'aide roumaine à cette fin.

La 14e armée soviétique, basée à Tiraspol, dans la DR, joue un rôle crucial et révélateur. Ses troupes ont été accusées d'avoir participé aux combats récents dans la RD, et d'avoir fourni des armes. L'armée et les autorités politiques russes, tout en exprimant

leur désaccord face à cette insubordination, ont fait peu de choses pour la faire cesser et beaucoup pour la faciliter. Le 13 décembre 1991, le chef de la 14e armée, le général Guennadi Yakovlev a accepté le poste de responsable des forces de sécurité de la RD, ce qui lui a valu cette molle réprimande du chef des forces armées de la Communauté des Etats indépendants (CEI) : « Les forces armées ne doivent pas s'investir dans les conflits au sein ou entre des républiques. »

Le mois suivant, alors que l'Ukraine prenait en charge le district militaire de la zone, la 14e armée a été placée sous le contrôle direct de la CEI, sous la supervision d'un certain général Gromov, un proche de l'ancien ministre de l'Intérieur soviétique, Boris Pougou, qui s'est suicidé après l'échec du putsch d'août, où il avait joué un rôle central. Le 1er avril 1992, le contrôle de Moscou sur cette force, qui opérait sur le territoire moldave, a été réaffirmé, et malgré une promesse de retrait faite par Eltsine, le 28 mai, elle est restée en place.

Alors qu'Eltsine a pris ses distances par rapport aux déclarations extrêmement nationalistes de son Vice-président, Routskoï, dans les faits, il a cautionné la poursuite de la même politique. Eltsine aime dire que les forces du type de la 14e armée sont des garantes de la paix et n'ont aucun but impérialiste ; mais il est aussi ferme dans sa détermination à assurer que la Russie conserverait la colonne vertébrale de l'ancienne Armée rouge et il a lui-même affirmé, après le coup de force, qu'il était prêt à envisager des révisions de frontières. Cependant ses "distances" de circonstance prises par rapport à l'armée et aux nationalistes n'empêchent pas ces derniers de faire ce qu'ils veulent.

Les objectifs de l'armée ont été dévoilés par l'un des alliés d'Eltsine dans l'état-major, le général Dimitri Volkogonov : la création d'une force de 1,5 million d'hommes à partir de l'armée actuelle de 4 millions de membres, avec pour but la défense des frontières de la Russie et le maintien de l'ordre intérieur (1).

Selon un dirigeant militaire de la RD, Vladimir Ryliakov, l'objectif des actions du moment est de « préserver une seule armée et un espace économique unique sur tout le territoire de l'Union soviétique ». D'ailleurs, une enclave dominée par Moscou en Transnistrie constituerait une base d'appui pour créer des régions "indépendantes", gérées par la population russe dans l'Ukraine voisine, fournissant à leur tour des pré-

textes pour une intervention directe des forces russes « pour protéger les vies russes ».

Cela a toujours été le plan des courants chauvins grand-russes dirigés par des gens comme Viktor Alksnis ou Alexandre Nevzov, qui se rendent régulièrement dans la RD. Plusieurs officiers de l'ancienne police spéciale soviétique (OMON), recherchés pour crimes par le gouvernement letton, ont trouvé refuge en RD — deux d'entre eux ont été capturés par la police moldave et livrés à la Lettonie, ce qui a donné lieu à des protestations de groupes favorables à l'empire, à Moscou et ailleurs.

Vers une armée grand-russe ?

Le développement de la morgue des forces chauvines grand-russes tant dans les républiques non-russes qu'au centre, où l'atmosphère pan-russe se répand parmi les nouvelles et les anciennes élites, éclaire rétrospectivement la facilité avec laquelle les "démocrates" ont remporté le pouvoir après la tentative de coup de force d'août 1991. L'influence d'une personnalité comme le général Gromov est éclairante à cet égard ; Eltsine, Sobtchak et les autres sont arrivés au pouvoir en passant un marché avec des dirigeants clés des forces de sécurité soviétique, et sont obligés maintenant — volontairement ou pas — de les soutenir.

Alors qu'en août 1991, il semblait que les républiques non russes avaient obtenu leur indépendance avec l'appui de la direction russe, en fait, cette dernière n'avait pas accepté l'existence d'Etats indépendants ; au contraire, elle prépare même le terrain pour une intervention et elle est prête à utiliser toutes les formes de pressions économiques et militaires pour assurer le maintien de la domination russe.

Dans le cas moldave, cela pourrait impliquer une division de la République entre l'Ukraine et la Roumanie — cette idée a déjà été avancée par les dirigeants roumains.

L'offre de terres dans la RD aux Cosaques contre leur participation à la lutte « pour défendre les Slaves » est un signe inquiétant. On peut craindre une éventuelle expulsion de la population moldave pour paver la voie aux occupants slaves.

L'ombre de la Yougoslavie s'étend sur le territoire de l'ancienne URSS. ★

2 juillet 1992

1) International Herald Tribune, 22 juin 1992.

Les oubliés du Canada



Les peuples indiens sont au cœur des débats sur l'indépendance de la province du Québec.

En effet, cette question (voir *Inprecor* n° 352 du 8 mai 1992) passe aussi par la résolution du problème des dizaines de milliers d'Amérindiens de différentes ethnies — les Premières nations — privés de leurs droits.

Le conflit avec les autorités québécoises avait franchi un palier durant l'été 1990, lorsque la communauté Mohawk s'était opposée à la municipalité d'Oka au sujet de la construction d'un terrain de golf sur un terrain réclamé par les Indiens depuis 150 ans (voir *Inprecor* n° 315 du 28 septembre 1990) — la police québécoise avait alors violemment réprimé les Indiens. Cela provoqua une vague d'arrestations et des ripostes racistes, tolérées par les autorités.

Nous publions de larges extraits d'une table ronde, parue dans la revue québécoise *Option Paix*, sur la lutte des Amérindiens et l'indépendance du Québec. Ellen Gabriel — dont le nom mohawk est Katsi'tsakwas —, est une des porte-parole de la Longue Maison de Kanehsatake. François Sillant est militant associatif à Montréal, notamment dans le Regroupement de solidarité avec les autochtones. Michel Mill est un militant révolutionnaire indépendantiste. Marc Bonhomme, responsable d'*Option Paix*, est aussi membre de la Coalition québécoise pour un débat public sur l'énergie.

OPTION PAIX : Si la crise d'Oka a placé la situation des Indiens sur le devant de la scène au Canada, à Kanehsatake [la réserve mohawk qui se battait contre le terrain de golf, ndlr], leur situation est, en général, pire qu'avant.

Ellen GABRIEL : Ceux qui ont bénéficié de la lutte d'Oka sont les Conseils de bande (1), la seule autorité que le gouvernement reconnaisse. Ils prétendent refléter les problèmes [des communautés] alors qu'en réalité ils ne font que mettre un pansement sur une plaie vive. Les autochtones qui profitent de cette situation sont les Indiens canadiens, les "assimilés". Ovide Mercredi [le président de l'Assemblée des Premières nations, la principale organisation indigène du Canada, ndlr] désire siéger à la table constitutionnelle du Canada. Mais cela ne nous intéresse pas.

Le gouvernement prétend faire avancer ses projets en achetant leurs terres aux différentes nations autochtones. Ceux-là sont des "bons Indiens" pour le gouvernement parce qu'ils font ce que celui-ci leur demande de faire.

Pour nous, ce n'est pas un progrès, mais

un recul. Nous sommes une nation, nous avons notre identité culturelle, nous avons notre langue, nos lois, un gouvernement, nos traditions.

M. B. : En ce qui concerne les relations entre les Premières nations et les Québécois, peut-on parler aujourd'hui de recul ?

François SILLANT : Les liens entre les Québécois et les nations autochtones ne sont pas aussi détériorés depuis Oka qu'on le dit parfois. Auparavant, les nations autochtones, c'était du folklore. Tant qu'ils ne réclament pas le respect de leurs droits, les autochtones ne dérangent pas. C'est quand ils le font que ça ne passe plus.

Michel MILL : Ce qui peut donner l'impression d'un recul, c'est l'utilisation par les partis politiques du Québec de cette crise provoquée par la Sûreté québécoise [la police, violemment intervenue lors des événements d'Oka, ndlr]. Ces partis veulent développer chez les Québécois un réflexe borné selon lequel le Québec serait la réserve des francophones.

Cette stratégie contribue d'ailleurs à

créer un terrain propice au développement de l'extrême droite du genre du Ku Klux Klan.

Par contre, cette crise a obligé une série de courants minoritaires dans la société québécoise à regarder en face les problèmes des relations entre la société d'origine européenne — je ne crois pas qu'on puisse parler de société blanche maintenant —, dans ses structures et ses fonctionnements, et les nations autochtones.

M. B. : Il semble que les autorités en place veulent profiter de toutes les occasions pour envenimer les rapports entre la société européenne et les Premières nations.

M. M. : On a trop tendance à accepter le terrain du gouvernement et de l'opposition officielle. Leur terrain c'est la notion de propriété privée capitaliste de la terre et de tous ses produits. Faute d'alternative, la plupart d'entre nous acceptent cette base de discussion.

E. G. : Pour nous, la terre est un organisme vivant, qui nous nourrit. Hydro-Québec (2) et les compagnies minières s'enrichissent en ravageant son visage. Ce sont eux les privilégiés. Les Indiens ont été assez exploités.

Les petites communautés mohawks n'ont aucun avenir économique ; la terre n'est pas bonne pour l'agriculture, le niveau de pollution est énorme. C'est un acte de défi que de ne pas payer l'électricité [comme le font certaines communautés, pour protester contre les menaces d'expropriation de la compagnie Hydro-Québec, ndlr], par exemple, un acte de représailles — je n'appuie pas un tel geste, mais je le comprends.

M. M. : Pourquoi ne pas lancer l'idée que personne ne devrait payer l'électricité de base ? Hydro-Québec n'a pas plus le droit de couper l'électricité à Akwesasne et à Kahnawake qu'à Pointe-Saint-Charles ou dans l'Est de Montréal. L'électricité n'est pas un privilège mais un droit, comme le logement. Aujourd'hui, on ne peut pas vivre sans électricité.

M. B. : N'est-il pas envisageable de situer ces revendications immédiates

1) Les Conseils de bande au Canada — ou conseils tribaux, aux Etats-Unis — furent établis par les gouvernements fédéraux de ces deux pays pour administrer les fonds alloués aux peuples indigènes. Moins de 20 % des habitants des réserves participent aux élections de ces conseils, ce qui reflète le rejet de tels corps de la part des Indiens.

2) Hydro-Québec, une compagnie d'énergie propriété de la province de Québec, prévoit d'inonder des dizaines de milliers de kilomètres de terres indigènes pour produire de l'électricité moins chère. Cela a été une source de conflits permanents entre les autorités et les Indiens ; certaines communautés indigènes, en représaille, ne payent plus leurs factures d'électricité.

dans le cadre d'un débat constitutionnel ?

F. S. : On peut avoir l'impression que les nations autochtones veulent des choses qu'on n'a pas ou qu'ils s'opposent à des choses que l'on veut, par exemple, l'indépendance du Québec, quitte même à faire alliance avec des forces que nous avons toujours combattues. Comme classes populaires, nous avons intérêt à ce que nos relations avec les populations autochtones s'améliorent. Nous avons des choses à apprendre des nations autochtones, par exemple, sur la question du respect de la nature. La terre ne doit pas être la propriété privée de quelques individus qui en disposent à leur guise. Ça ne profite ni aux Mohawks ni aux Québécois. Ce n'est pas plus normal de s'accaparer la terre de Kanehsatake, pour en faire un terrain de golf que de l'utiliser dans le centre de Montréal pour installer des parcs de stationnement.

M. M. : Personnellement, je suis indépendantiste. L'indépendance du Québec n'est pas celle d'une vague entité qui a été tracée sur une carte en 1898, 1912 ou en 1928 par le Conseil privé de Londres. Quand les autochtones disent que les deux tiers du territoire québécois leur appartiennent nous devons l'accepter. On doit tenir de vraies discussions honnêtes et ouvertes qui ne soient basées ni sur les cartes du Conseil privé, ni sur le Code civil, ni sur le fait qu'Hydro-Québec ou d'autres aient déjà volé de grandes parties du territoire ; cela ne donne le droit à personne de continuer à le faire pour toujours. Il doit y avoir un développement conjoint de fait, dans le respect des uns et des autres. C'est le seul moyen de renverser la vapeur.

Sinon, l'hypocrisie des politiciens et de beaucoup d'individus du Canada anglais va continuer ; ils veulent paraître très pro-autochtones afin de tirer parti des mauvaises relations entre Québécois et Premières nations pour anéantir les aspirations historiques du Québec francophone. On ne fait pas ça en se retranchant dans une forteresse à la manière de Bouchard et Parizeau [respectivement dirigeants du Bloc québécois et du Parti québécois, principal parti nationaliste bourgeois du Québec] : « *Tout ça est à nous, et ces gens-là ne comptent pas.* »

E. H. : Autour de nous, on entend les Québécois parler de séparation et le Canada d'unité. N'importe quel autochtone de l'Est ou de l'Ouest du pays va plutôt vous parler de sa terre natale. Les non-autochtones nous ignorent, spécialement quelqu'un comme Jacques Parizeau, qui dit parler pour les Québécois ordinaires et pour qui les autochtones n'ont pas droit au chapitre. Les Québécois

Les Premières nations au Québec

Les Inuits

Population : 10 000.
Localisation : baie James, baie d'Hudson, Ungava.
Langue : inuktitut.
Seconde langue dominante : anglais.
Mode de vie traditionnel : chasse et pêche.
Liens ailleurs : tout le littoral arctique, côté du Labrador et Groënland.

Les Cris

Population : 10 000.
Localisation : baie James et Nord-Ouest québécois.
Langue : cri de l'Est (famille algonquienne).
Seconde langue dominante : anglais.
Mode de vie traditionnel : chasse et pêche.
Liens ailleurs : tout le littoral de la baie James, intérieur de l'Ontario et du Manitoba, les prairies du Nord.

Les Anishnabé (Algonquins)

Population : 3 000.
Localisation : Nord-Ouest québécois, Ouataouais.
Langue : algonquin (famille algonquienne).
Secondes langues dominantes : anglais et français.
Mode de vie traditionnel : chasse et pêche, commerce avec les Wendats pour des produits agricoles.
Liens ailleurs : très apparentés aux Ojibwa, Chippewa, Odawa, Saulteaux, Pottawotomi, qui s'appellent tous Anishnabé, de l'Ontario au Michigan et au Manitoba, jusque dans les prairies.

Les Attikamekw

Population : 3 000.
Localisation : Haute-Mauricie jusqu'au lac Saint-Jean.
Langue : attikamekw (famille algonquienne).
Seconde langue dominante : français.
Mode de vie traditionnel : chasse et pêche.
Liens ailleurs : aucun, alliés aux Innu (Montagnais), dans le Conseil Attikamekw-Montagnais.

Les Innu (Montagnais)

Population : 9 000.
Localisation : Haute et Basse Côte-Nord et à l'intérieur.
Langue : innu (famille algonquienne).
Seconde langue dominante : français.
Mode de vie traditionnel : chasse et pêche.
Liens ailleurs : le Labrador (du tracé du Conseil privé de 1928).

Les Naskapis

Population : 250.
Localisation : Shefferville.
Langue : naskapi, très proche du cri (famille algonquienne).
Seconde langue dominante : anglais.
Mode de vie traditionnel : chasse et pêche.
Liens ailleurs : le Labrador (où ils sont alliés aux Innu).

Les Mik'makw (Micmacs)

Population : 2 300.
Localisation : baie des Chaleurs.
Langue : mik-makw (famille algonquienne).

Seconde langue dominante : autrefois français, maintenant anglais.
Mode de vie traditionnel : chasse et pêche, commerce de produits agricoles avec les nations de la Nouvelle-Angleterre.
Liens ailleurs : la majorité des Mik'makw vivent au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Ecosse.

Les Malécites

Population : 100.
Localisation : Cacouna.
Langue : malécite (famille algonquienne).
Seconde langue dominante : français.
Mode de vie traditionnel : chasse et pêche, commerce de produits agricoles avec les nations de la Nouvelle-Angleterre.
Liens ailleurs : la majorité des Malécites vivent au Nouveau-Brunswick et dans le Maine (Passamaquodies).

Les Abénaquis

Population : 500.
Localisation : Bécancour et Odanak.
Langue : abénaqui (famille algonquienne).
Seconde langue dominante : français.
Mode de vie traditionnel : agriculture, chasse et pêche.
Liens ailleurs : réfugiés de l'actuelle Nouvelle-Angleterre (XVIIe et XVIIIe siècles) où vivent encore des groupes apparentés.

Les Wendats (Hurons)

Population : 1 000.
Localisation : Wendake (Village des Hurons, près de Québec).
Langue : wendat (famille iroquoise).
Seconde langue dominante : français.
Mode de vie traditionnel : agriculture, chasse, pêche et commerce.
Liens ailleurs : réfugiés du Centre-Ouest de l'actuel Ontario (XVIIe siècle), d'autres se sont réfugiés au Michigan (Wyandottes) d'où ils ont été dispersés en Oklahoma jusqu'en Californie.

Les Kaniénke'haka (Mohawks)

Population : 7 000.
Localisation : Kahnésatake, Kahnawake, Akwesasne (à l'ouest de Montréal).
Langue : kaniénke (famille iroquoise).
Seconde langue dominante : autrefois français, maintenant anglais.
Mode de vie traditionnel : agriculture, chasse, pêche et commerce.
Liens ailleurs : Ontario, Etat de New York, nation composante de la Ligue des six nations (Hodenausaunee) dont les autres composantes vivent en Ontario et au New York.

Les Métis et Indiens (sans statut)

Population : au moins 25 000.
Localisation : partout au Québec.

* Les chiffres de population sont très approximatifs ; il y a sûrement davantage de membres des nations autochtones que ce que les chiffres officiels indiquent.

Michel Mill

cois sont-ils assez naïfs pour croire que nous accepterions une chose pareille ?

La philosophie qui nous vient de nos ancêtres nous commande de partager. C'est un commandement que nous avons toujours observé. On prétend que notre époque est civilisée. Nous la voyons comme plutôt barbare — on assiste à une destruction totale des valeurs humaines et de celles de la terre.

Montréal va dépenser 450 millions de dollars en 1993 pour fêter son 350^e anniversaire, alors que la municipalité vient de fermer un refuge pour les itinérants par manque de moyens. Où est la logique ? Toute la planète fonctionne de façon illogique. Notre philosophie n'est pas matérialiste. Pour nous, par exemple, l'électricité est un concept étranger. Je connais beaucoup des nôtres qui n'auraient aucun problème à vivre sans électricité.

Quand vous parlez d'indépendance ou de lois, vous les imposez contre notre indépendance et nos lois. Nous voyons l'indépendance du Québec comme, encore une fois, de nouvelles lois imposées. J'ai entendu Billy Two-Rivers dire qu'un Québec indépendant serait encore plus dur pour les autochtones. Les gens le croient à cause des relations historiques entre les Français et les Mohawks. Les Hurons et les Montagnais sont des exceptions, mais, historiquement, nous sommes des ennemis et, pour certaines raisons, nous le sommes restés à travers les siècles.

J'ai grandi à Kanehsatake, et à Oka.

Vous avez là de vieilles familles installées depuis plus de 100 ans qui sont très racistes et pour qui nous sommes "sales". J'ai grandi avec cette image de mépris de la part du Canadien français, qui se croit supérieur parce qu'il a plus d'argent et des valeurs différentes.

Pour nous, la valeur ne se mesure pas à la taille des propriétés ou des économies. Le succès pour nous, c'est d'être heureux en famille et en communauté. Les conflits politiques et culturels que nous connaissons doivent se régler par des discussions qui, même si nous n'en voyons pas l'aboutissement au cours de notre vie, doivent s'établir dès maintenant avec les jeunes qui, eux, doivent se demander qu'est-ce qu'un Québécois, qu'est-ce qu'un Mohawk, qu'est-ce qu'un Cri. Il semble que nous ayons peur les uns des autres. Nous devons travailler à modifier ces perceptions.

M. M. : Il y a une série d'autres mythes à démolir. Je suis originaire d'une petite communauté en pays Anishnabe. Le village où j'habitais était un tiers anglais, un tiers canadien français et un tiers anishnabe. La langue seconde des Anishnabe était le français ce qui aggravait encore plus leur situation ; parler français en Ontario est suffisamment douloureux pour un Canadien français, imaginez pour un Anishnabe ! En fait, il y avait une alliance entre les Canadiens français et les autochtones contre les autres jusqu'à l'école primaire. Ensuite, les autochtones étaient envoyés à l'école dans les réserves du Sud.

La véritable histoire des relations entre Européens et autochtones n'a rien à voir avec le premier chapitre de nos manuels d'histoire, français ou anglais. Ces manuels sont responsables des mythes qui ont provoqué la crise d'Oka, le mythe de l'alliance automatique des Mohawks et des Anglais, historiquement inexact ; le mythe des Indiens tueurs et tortionnaires. On doit exiger que ces manuels soient réécrits.

Les autochtones connaissent beaucoup mieux leur propre histoire que nous connaissons la nôtre — nous ne la connaissons pas parce qu'elle a été écrite de manière à avantager les privilégiés et à perpétuer la division. Combien de gens savent qu'il y a au moins 15 000 autochtones à Montréal, plus qu'à Vancouver, où il y en a 13 000, selon le recense-

ment ? Combien de Québécois connaissaient l'existence de Kanehsatake avant la crise [du terrain de golf, ndr] ? Les gens de Montréal venaient au parc d'Oka et visitaient les boutiques d'artisanat, mais ça se limitait à cela.

M. B. : La relation Québécois-autochtones ressemble un peu aux rapports entre les pauvres Blancs et les Noirs en Afrique du Sud. Plus un Blanc est pauvre, plus il entre en contradiction avec le Noir parce qu'il entre en compétition pour les mêmes emplois. Toute proportion gardée, par rapport aux Premières nations, ne serions-nous pas les Afrikaners du Canada ?

Au Québec, l'Anglais représente la "haute", les Autochtones, les bas-fonds et les Québécois, les classes moyennes. N'étant pas pleinement "maîtres chez eux", les Québécois se sentent menacés par les demandes territoriales des Premières nations. Propriétaire de sa maison, plus puissante et plus riche, la nation canadienne-anglaise se montre plus "libérale", d'autant plus que la direction de l'assemblée des Premières nations accepte *a priori* l'unité du Canada.

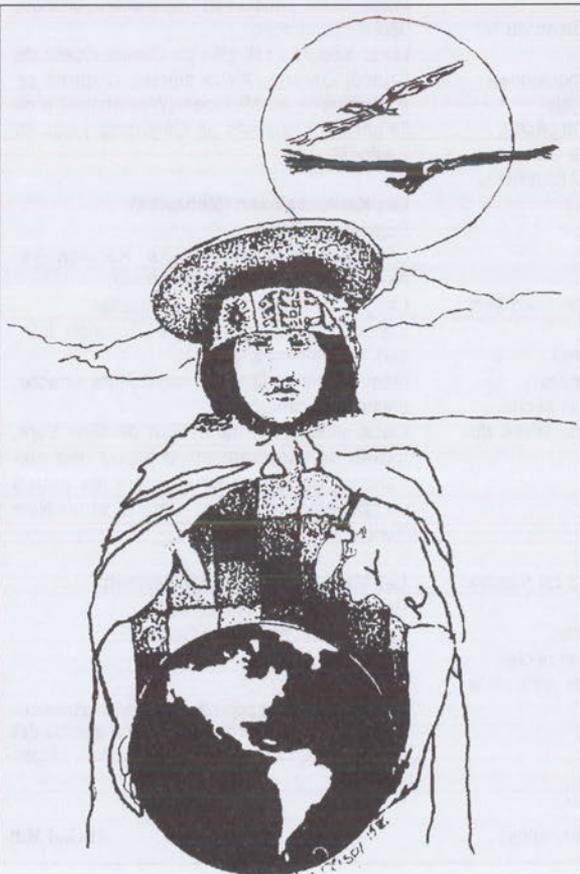
Se dépêtrer dans ce piège dangereux nécessite, à long terme, de remettre en question la propriété privée, et de rebâtir une société édifée sur le concept autochtone de Terre-Mère. Mais il nous faut penser une stratégie pour en arriver là.

F. S. : Même si je suis indépendantiste, j'avoue partager en partie les craintes de Billy Two-Rivers au sujet de l'indépendance. Les nationalistes au Québec ont toujours été incapables de comprendre la situation des autochtones ou même d'y être ouverts.

Le traitement qu'on fait subir aux autochtones nous renvoie aussi l'image d'un Québécois oppresseur. Les nationalistes québécois n'ont jamais été capables de vivre avec cette image-là.

On dit que le Parti québécois a montré plus d'ouverture envers les nations autochtones. C'est vrai que sa déclaration de 1985 dit reconnaître l'existence des nations autochtones, sauf qu'elle interdit de toucher à l'intégrité territoriale. Je crains non seulement pour les nations autochtones, mais aussi pour les classes populaires québécoises si la Sûreté du Québec est sous la direction de Parizeau. On se dirige vers une société de banquiers sans préoccupations pour les problèmes sociaux. Les indépendantistes qui pensent autrement sont très minoritaires et ne parviennent pas à se faire entendre.

M. M. : Dès le début, l'Etat canadien a été fondé sur l'oppression des peuples. Rejeter cet Etat ouvre la possibilité, et non la certitude, de soulever de plus grandes questions sociales, de briser les faux consensus qui



font croire qu'Ottawa est le seul ennemi. Il faut montrer que l'ennemi est aussi à l'intérieur. C'est cette possibilité qui est positive et non le caractère formel de l'indépendance.

M. B. : L'argument fondamental du fédéralisme est que la loi est la même pour tous. Celui du nationalisme québécois, c'est l'intégrité territoriale. Ces deux positions reviennent à nier le droit à l'autodétermination.

La question de l'indépendance ouvre une possibilité si nous jouons bien notre rôle.

Le courant vers l'indépendance est irréversible. Il ne pourrait être anéanti que par la guerre économique et, à la limite, la force armée — c'est sûr que cette menace existe, comme le prouve bien l'expérience d'Oka et les menaces de la presse canadienne-anglaise. C'est pourquoi une alliance stratégique entre nous et les Premières nations est essentielle. Nous combattons le même ennemi : le grand capital de Toronto et Montréal, les fédéralistes et les nationalistes du statu quo.

E. G. : Nous vivons l'oppression et nos parents l'ont vécue encore plus avant nous. J'ai vu le racisme exercé envers des Canadiens Français, dans l'Ouest canadien. Pour les autochtones, c'est aussi mauvais qu'ici. Nous ne faisons pas de différence entre Anglais et Français. Pour nous, vous représentez le même point de vue. Vous voulez avoir ce que les Canadiens anglais ont. Allons-nous être séquestrés dans des réserves dans un Québec indépendant ? Pourrions-nous appliquer nos lois ?

F. S. : Je suis d'accord sur le fait que l'indépendance ouvre des possibilités et c'est pour ça que je suis indépendantiste. Ce qui m'inquiète c'est quel type d'indépendance, ou plutôt de souveraineté politique, nous prépare le rapport de forces actuel.

Les centrales syndicales ne sont plus une force d'opposition ; elles font partie du "beau" consensus national. Le courant Parizeau-Bouchard, qui se vante de ne rien vouloir changer, domine nettement. La souveraineté politique avec des gens qui veulent le statu quo social risque d'être pire dans une situation d'encerclement économique par le Canada anglais.

La question essentielle c'est le rapport

de forces à bâtir. Il faut poser de sérieuses questions aux centrales syndicales qui sont censées être du même bord que nous et qui devraient nous aider à bâtir une société différente.

M. M. : Il existe des brèches importantes dans cette façade d'unité. Au dernier congrès du conseil central de Montréal de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), dans un forum sur les relations avec les autochtones, les gens ont appris, à leur grande surprise, qu'un des permanents était autochtone. Le climat au début de la discussion était très tendu ; il n'y avait pas que des sympathisants à la cause autochtone, loin de là. Rien n'a été résolu, mais des questions ont été posées correctement et honnêtement.

A la General Motors de Sainte-Thérèse, où travaillent de nombreux Mohawks de Kanehsatake respectés par tous, il y a eu beaucoup de débats à l'usine même. Même chose au sein d'un syndicat de Saint-Paul, qui a fini par prendre position en faveur des Gahniénke.



La politique de suivisme à l'égard de Bouchard et Parizeau n'est pas toujours bien acceptée par l'ensemble des syndiqués. Au dernier congrès de la Fédération des travailleurs du Québec, la base a fortement contesté l'appui de la haute direction à la construction du projet de Grande-Baleine [projet de construction d'un barrage sur des terres réclamées par les Indiens, ndlr].

Les luttes autochtones ne datent pas d'hier, mais la solidarité parmi les Québécois francophones, elle, est récente.

F. S. : A part les syndicats, il nous faut aussi rejoindre les classes populaires. Elles sont victimes de la propagande de Parizeau et compagnie.

Nous devons trouver les moyens de toucher les assistés sociaux qui sont exposés aux pires clichés, au pire racisme.

E. G. : Nous voulons un appui sans attaches ni liens. Nous essayons de résoudre des problèmes, dans notre société, tandis que le ministère des Affaires indiennes les envenime.

Nous sommes très méfiants face à l'appui de certaines personnes, de certains groupes. Durant la crise d'Oka, des groupes religieux menaçaient de retirer leur aide parce qu'ils n'aimaient pas certaines choses. Ils auraient dû nous comprendre et nous respecter.

Les Québécois et nous, nous poursuivons deux voies parallèles, mais qui se ressemblent sur bien des aspects. Nous devons savoir ce que vous voulez. Pourquoi voulez-vous l'indépendance ? Je peux le comprendre parce que le gouvernement fédéral est extrêmement corrompu. Briser cet Etat est une bonne idée. Mais à quel prix ? Y aura-t-il plus d'oppression envers les peuples autochtones ? Cette question tourmente beaucoup de gens. Comme le projet du barrage de Grande-Baleine ; beaucoup d'autochtones y voient une manière de bâtir

l'indépendance économique du Québec en détruisant le mode de vie des autochtones. Le gouvernement canadien est prompt à attiser le ressentiment des autochtones envers les Québécois.

M. M. : Nous devons apporter un appui inconditionnel aux autochtones dans la défense de leurs droits. Inconditionnel ne veut pas dire irréfléchi, ni que nous devons nous entendre sur tout. Je crois que nous devons être beaucoup plus

imaginatifs qu'avant notre appui à l'autodétermination. Je n'aime pas la formulation du "Québec des douze", c'est-à-dire une association égalitaire des onze nations autochtones et de la nation européenne habitant le Québec, parce que sauf les Attikameks et les Abénakis, les autres Premières nations ne se confinent pas à l'intérieur des frontières québécoises. Il faut cesser de penser selon le schéma rigide de la propriété privée, de lignes proprement dessinées sur une carte.

Nous devons rechercher des solutions qui ne sont pas nécessairement basées sur des modèles européens d'Etat-nation avec des frontières. ★

Oui, mais...

Le 18 juin 1992, 68,7 % des électeurs irlandais se sont prononcés pour la ratification du Traité de Maastricht, au grand soulagement des partenaires européens de l'Irlande — le résultat du référendum danois avait mis à mal l'espoir d'un processus d'intégration européenne facile et ébranlé les certitudes.

Pour le gouvernement irlandais, ce scrutin était vital : l'Irlande est le pays de la Communauté européenne (CE) qui reçoit le plus d'aides et la fin de cette subvention aurait été désastreuse. Le non aurait également renforcé l'atmosphère de crise politique qui pèse sur le pays — mise en lumière par la question de l'avortement mais qui se manifeste aussi par des scandales politiques et une série de grèves.

Les opposants à Maastricht se sont regroupés autour du thème de l'avortement et de la défense de la neutralité irlandaise ; leur campagne a rencontré un écho auprès de tous ceux qui pensent que la CE a surtout bénéficié aux classes dominantes, au détriment des travailleurs, des chômeurs et des petits paysans.

J. MEEHAN et A. CONWAY



DEPUIS juin 1989, l'Irlande du Sud est dirigée par un gouvernement de coalition entre le Fianna Fail et les Démocrates progressistes (1), qui traverse une crise sérieuse à la suite d'une série de scandales financiers, liés au programme de privatisations en vigueur depuis le second semestre de 1991.

Les directeurs des anciennes sociétés d'Etat des télécommunications et de la production de sucre, nommés par le gouvernement, ont été accusés de détournement de fonds. Mais les sanctions prises contre eux ont été légères : le muti-millionnaire Michel Smurfit, ancien président de l'Office des télécommunications a été contraint de démissionner ; Dermot Desmond — proche de l'ancien Premier ministre de l'époque, Charles Haughey — a dû abandonner la présidence de la compagnie aérienne gérée par l'Etat, Aer Rianta. Des mesures de façade ont été également prises au niveau du gouvernement : le vieux dirigeant du Fianna Fail, Charles Haughey, a été déposé par un de ses anciens alliés, Albert Reynolds. Ce coup de balai a donné un certain répit au gouvernement et a fait remonter son image dans les sondages.

Le scandale causé par Larry Goodman,

propriétaire du Complexe bovin anglo-irlandais, représente une autre épine dans le pied du pouvoir. L'immense empire agro-industriel de Goodman s'est effondré, en laissant 500 millions de livres de dettes. Ses principaux créanciers sont les grandes banques européennes, qui lui avaient prêté des fonds sur la foi des assurances des banques irlandaises.

Apparemment, Goodman aurait utilisé une partie de cet argent pour réduire son découvert auprès des banques irlandaises. Le poids économique de Goodman était tel que le gouvernement irlandais ne pouvait pas assurer sa faillite — ainsi, le Parlement irlandais a voté une législation spéciale mettant sous contrôle judiciaire le Complexe bovin anglo-irlandais.

Il est évident que Goodman a amassé une grande partie de sa fortune en trompant la CE et en empochant de nombreuses subventions agricoles pour l'élevage bovin. Il faisait des affaires importantes avec l'Irak avant le déclenchement de la guerre, mais il est probable que la plupart de celles-ci étaient fictives et uniquement destinées à drainer l'argent de la CE. Il n'est pas impossible que les principaux partis bourgeois ont touché d'importants pots-de-vin dans cette affaire.

Malgré le lien évident qui existe entre les privatisations et la corruption, le gouver-

nement s'obstine à appliquer son programme. A la suite d'une grève très dure au sein de la Compagnie nationale d'électricité, le ministre de l'Energie, Bobby Molloy (démocrate progressiste), a annoncé que cette société serait scindée, dans le clair objectif d'affaiblir les syndicats.

Les postiers ont fait six semaines de grève pour refuser l'introduction du travail précaire dans leur secteur. Dans les grandes banques, on a assisté à un mouvement sur une question semblable — mais les établissements ont continué à fonctionner, grâce à l'embauche de chômeurs.

En Irlande, le gouvernement et les patrons manipulent le sentiment de compétition créé par l'Acte unique européen pour aggraver les conditions de travail des salariés.

La fin de l'"exportation" des chômeurs

Selon des chiffres officiels, il y aurait plus de 280 000 chômeurs, soit plus de 25 % de la population active — c'est le taux le plus élevé depuis la fondation de l'Etat irlandais, en 1920. En fait, ce chiffre serait quasiment deux fois plus important s'il n'y avait pas eu la vague d'émigration des années 80.

Malheureusement pour la classe dirigeante irlandaise, depuis environ deux ans, l'émigration, surtout vers la Grande-Bretagne, connaît un net ralentissement. De nombreux Irlandais de 25-30 ans sont revenus en Irlande parce que la vie à l'étranger devenait impossible. Cela entraîne d'importants effets socio-économiques ; et la straté-

gie traditionnelle de l'Etat irlandais d'"exportation" des problèmes sociaux s'épuise.

Sur le terrain politique, cela a provoqué une sévère érosion du soutien dont disposent les principaux partis bourgeois, comme en témoigne l'importance du non lors du référendum sur le Traité de Maastricht.

Le Fianna Fail, le Fine Gael, les Démocrates progressistes et certains dirigeants du Parti travailliste se sont rassemblés afin de défendre le soutien au Traité de Maastricht, qui déclinait dans l'opinion. Ce regroupement pourrait bien ressurgir à travers une formule de gouvernement pluripartite très prochainement. Albert Reynolds déclare qu'il pourrait gouverner avec le Fianna Fail seul et en finir

avec le Traité de Maastricht.

1) Le Fianna Fail est un parti nationaliste bourgeois ; les Démocrates progressistes forment un petit parti libéral.



avec « le petit arrangement temporaire » avec les Démocrates progressistes, mais l'instabilité politique tend à le contredire.

Bien que les sondages aient montré une augmentation régulière des intentions de vote pour le non, le score final — 70 % de non contre 30 % de oui — montre que les électeurs ont décidé de voter oui lors des derniers jours de la campagne électorale, à cause de l'accent mis par les médias sur la propagande anti-Maastricht des *Pro-Life* — les autres forces qui s'opposaient à la ratification du Traité ont été largement ignorées par la presse.

Mais les 30 % de non ne sont pas négligeables étant donné le poids du lobby favorable à Maastricht, qui incluait les quatre principaux partis politiques, le Congrès irlandais des syndicats, le grand patronat, la principale organisation d'agriculteurs et le Conseil pour le statut des femmes.

Le gouvernement a joué son va-tout

L'argent des contribuables a été utilisé pour financer la campagne pour le oui. Le gouvernement a installé une ligne téléphonique gratuite permettant aux gens de recevoir des informations sur le Traité de Maastricht ; il a envoyé 1 million de tracts (dans un pays de 3,6 millions d'habitants) ; la radio et la télévision ont dû diffuser une émission où le Premier ministre défendait le Traité, deux jours avant l'élection, sans que les partisans du non aient obtenu un droit de réponse.

Le Premier ministre, Albert Reynolds, avait promis que le droit des femmes à voyager à l'étranger pour avorter ne serait garanti que si le Traité était ratifié — ce qui constituait évidemment une menace de poids.

Avant l'introduction d'un protocole anti-avortement dans le Traité de Maastricht (2), l'opposition à sa ratification semblait faible. Mais la découverte de ce protocole, qui confirme la position constitutionnelle anti-avortement de l'Irlande, puis ensuite le jugement de la Cour suprême interprétant la Constitution et acceptant l'avortement dans certaines circonstances (à l'occasion du cas de l'adolescente de 14 ans victime d'un viol, à laquelle la Haute cour avait préalablement interdit de quitter le territoire irlandais

pour aller avorter en Grande-Bretagne), ont provoqué l'opposition au Traité tant des défenseurs de l'avortement que de ses opposants.

Des sondages récents montrent que plus de 80 % des Irlandais sont opposés aux groupes fondamentalistes anti-avortement, telle la Société pour la protection de l'enfant à naître (SPUC). Sur cette seule question, une opposition importante aurait pu se mobiliser contre le Traité. Mais le Comité pour l'annulation du huitième amendement, qui fait campagne contre la clause anti-avortement

introduite dans la Constitution en 1983, a hésité à l'heure de remettre en cause la vision positive de la CE en vigueur dans de nombreux groupes de femmes ayant pignon sur rue.

Ces groupes pensent que l'influence de la CE est bénéfique pour les femmes irlandaises car ses positions en faveur de l'égalité des salaires, de l'égalité des chances, des soins pour les enfants, etc., ont eu des effets sur la situation des femmes irlandaises. Pour certains secteurs de la population, surtout les classes moyennes, la CE représente la "modernité" et l'"ouverture" en opposition avec l'Irlande "traditionnelle" très catholique et fermée.

La CE et le droit de choisir

Le Comité pour l'annulation du huitième amendement a décidé d'appeler à voter contre le Traité. Mais il est restée en retrait, bien que le protocole à Maastricht signé par le gouvernement intègre la clause contre l'avortement dans la loi européenne. La vraie menace du huitième amendement — malgré les promesses du gouvernement et la déclaration solennelle des gouvernements membres de la CE selon laquelle le protocole garantissant la non remise en cause de l'interdiction constitutionnelle de l'avortement par l'Irlande au sein de la législation de la CE n'était pas contradictoire avec le droit à l'information et à voyager — a de nouveau été illustrée récemment, quand des exemplaires du quotidien britannique *The*

Guardian ont été saisis car ils contenaient des petites annonces pour une clinique britannique pratiquant des avortements.

Malgré l'appel des syndicats à voter oui, l'opposition à Maastricht a été plus forte au sein de la classe ouvrière, qui souffre du chômage et de la pauvreté. L'Organisation nationale irlandaise des chômeurs s'est prononcée contre le Traité, tout comme le Syndicat des étudiants irlandais, des groupes écologistes et le Sinn Féin.

Le syndicat des étudiants a lancé des groupes Jeunes contre Maastricht ; ce qui est un des événements les plus prometteurs de la campagne pour le non. Ils ont présenté une plate-forme progressiste pour les droits des travailleurs et des femmes, et pour la défense de la neutralité irlandaise.

Mais le principal front contre Maastricht, la Plate-Forme nationale a refusé de prendre ses distances vis-à-vis du SPUC

pour des raisons tactiques, ce qui a eu des effets pervers : dans des interviews réalisées après le référendum, beaucoup de gens ont déclaré qu'ils avaient voté oui parce qu'ils ne voulaient pas que leur vote soit interprété comme un appui au SPUC.

Quand les conditions imposées par Maastricht commenceront à se faire sentir — coupes claires dans les budgets sociaux, licenciements, et restructuration de l'économie du pays, qui deviendra une région européenne de seconde zone — le rejet de la CE risque d'augmenter.

Le gouvernement traversera une situation encore plus complexe quand il organisera enfin le référendum sur le droit à l'information sur l'avortement et sur le droit des femmes à voyager en Grande-Bretagne pour avorter, promis pour l'automne 1992. On peut alors s'attendre à une offensive en règle du lobby anti-avortement et à une mobilisation de la hiérarchie catholique contre le gouvernement — or, celui-ci repose sur le soutien des électeurs catholiques traditionnels. ★

Dublin, 26 juin 1992

2) Voir *Inprecor* n° 348 et 352 des 13 mars et 8 mai 1992.

Les sanctions... et après ?

La guerre s'étend dans l'ancienne Yougoslavie. L'Organisation des Nations-Unies (ONU) ont voté des sanctions contre la Serbie ; mais les combats se poursuivent en Bosnie-Herzégovine, et le nombre des victimes ne cesse de s'alourdir (voir *Inprecor* n° 355 du 4 juin 1992).

Comme c'était le cas pour la Croatie, la Communauté européenne (CE) fait encore une fois la preuve de son impuissance face au conflit bosniaque et se trouve à la remorque des initiatives nord-américaines. C'est pour affirmer le rôle de la CE dans ce conflit, qui vient de confirmer l'application des sanctions proposées par les Etats-Unis, que le président français, François Mitterrand, s'est rendu à Sarajevo, dimanche 28 juin 1992, et a rencontré son homologue bosniaque. Depuis, les milices serbes seraient en train de se retirer de l'aéroport de Sarajevo et un pont aérien humanitaire a été instauré. Des contingents de "casques bleus" de l'ONU arrivent nombreux.

L'initiative spectaculaire de Mitterrand a aussi des fonctions internes — elle intervient en pleine campagne pour le référendum de ratification du Traité de Maastricht, en France, et alors que l'opposition de droite se prépare à aborder le scrutin en ordre dispersé.

Christian POMITZER



« *Belgrade pourrait-il être bombardé ?* » ; « *Certainement, par les Nord-Américains et par l'OTAN [Organisation du traité de l'Atlantique Nord]. Mais, je n'y crois*

pas vraiment. Ce serait un pur carnage et l'alliance militaire occidentale perdrait toute crédibilité. Notre force aérienne est prête à se battre. Tous les systèmes de missiles installés dans les nouveaux Etats indépendants ont été rapatriés ; ils sont maintenant en place, prêts à toute action autour de Belgrade. Ils attendent celui qui osera approcher. » « *D'où peut venir cette attaque ?* » ; « *Des troupes amphibies de la sixième flotte américaine ou du centre d'interventions de l'OTAN en Italie.* »

Ces échanges se sont déroulés entre le lieutenant-général Bozidar Stevanovic, commandant en chef de l'armée de l'air yougoslave, et des journalistes du quotidien *Vecernje Novosti* — proche du régime —, quelques jours avant que les Nations-Unies votent les sanctions contre la Serbie et le Monténégro.

La décision d'imposer l'embargo contre la nouvelle "Yougoslavie" a été prise lorsque la télévision montrait des images terribles, à la fin mai — des francs-tireurs serbes de Sarajevo ont tiré sur une foule qui faisait la queue pour acheter du pain, provoquant un massacre sanglant. Or, tout au long de ces derniers mois, la Croatie et la Bosnie-Herzégovine avaient connu des tueries bien plus terribles, sans que la "communauté internationale" ne se soit sentie obligée de prendre des mesures drastiques.

La volte-face des Etats-Unis

Aujourd'hui, cependant, non seulement l'administration Bush est intervenue avec vigueur pour demander des sanctions contre la Serbie, mais il est même question d'un blocus aérien et maritime et d'une intervention militaire. Réunis à Oslo, les membres de l'OTAN ont décidé de mettre à disposition une force d'intervention pour « une action de maintien de la paix ».

Certaines des raisons du brusque revirement des Etats-Unis sont évidentes : après avoir nagé dans la gloire de l'aventure du Golfe pendant quelques mois, Bush a perdu le soutien des classes moyennes à cause de la situation économique interne. Ensuite, il a été malmené par les émeutes de Los Angeles et par la montée en flèche soudaine de Ross Perot dans les sondages, candidat indépen-

dant aux élections présidentielles. Bush espère aujourd'hui compenser ses malheurs intérieurs en remportant des succès sur la scène internationale. Par ailleurs, les premiers signes d'une contestation du rôle de "défense" de l'OTAN surgissent au sein même de certains pays européens — surtout la France et l'Allemagne, qui discutent de la création de corps d'armée européens.

Le spectre de la guerre du Golfe

Sommes-nous à la veille d'un *remake* de la guerre du Golfe dans les Balkans ? Il est vrai que le catalogue de mesures adoptées ou proposées — d'abord, des sanctions, ensuite un blocus, et après l'intervention militaire — rappellent le scénario du Golfe. Le président serbe, Slobodan Milosevic, semble être taillé pour le rôle de Saddam Hussein en tant que "monstre de l'année". Sa proposition d'organiser une conférence yougoslave, sous les auspices de l'ONU, et son incroyable demande à la Russie et aux Etats-Unis de prendre le contrôle de toutes les milices impliquées sur le terrain, rappellent les agissements du dictateur irakien, qui commença à faire des propositions juste à la veille du lancement de l'opération Tempête du désert.

Cependant, la comparaison s'arrête là. Milosevic a réussi à retirer de Bosnie des soldats de l'ancienne armée fédérale originaires de Serbie et du Monténégro. En réalité, le régime serbe n'est capable de contrôler ni la partie serbe-bosniaque de l'ancienne armée fédérale, ni la milice serbe-bosniaque ni les différentes forces irrégulières serbes — voilà pourquoi les demandes de Belgrade à la milice serbe pour qu'elle cesse ses attaques en Bosnie n'ont eu aucun effet.

Cependant, même si Milosevic n'est plus responsable de l'escalade croissante de la guerre, il est à l'origine de l'intégralité du scénario, tout comme ses alliés serbes de Croatie et de Bosnie-Herzégovine. Les attaques aériennes contre des cibles en Bosnie décollent de plus en plus souvent des bases de Serbie depuis que l'armée a abandonné et détruit Bihac, le plus important terrain d'aviation de Bosnie. De plus, les dirigeants des forces irrégulières peuvent se déplacer librement autour de Belgrade et convoquer des conférences de presse quand bon leur semble. Et il est certain que la "République serbe de Bosnie-Herzégovine" de Radovan Karadzic et les différentes "régions autonomes serbes" disposeront du soutien de la Serbie.

Toute éventuelle mesure militaire prise par la coalition occidentale doit être évaluée d'un point de vue stratégique et politique. La première d'entre elles — le blocus aérien et maritime — serait mise en œuvre par la



Fin d'alerte aérienne. Dessin paru dans Novi Vjesnik (reproduit par Courrier International).

sixième flotte nord-américaine. Cela devrait non seulement servir à faire respecter l'embargo, mais avant tout à empêcher que des avions ne décollent des pistes serbes ou que des frégates ne partent de Bar ou de Kotor, au Monténégro, pour se joindre au siège de Dubrovnik. Si ce blocus s'avérait insuffisant, une intervention militaire limitée pourrait alors être envisagée. Selon le modèle de la guerre du Golfe, elle inclurait une série d'attaques aériennes sur les pistes d'atterrissage et les casernes de Serbie et du Monténégro. Les convois d'approvisionnement de Serbie vers la Bosnie pourraient aussi être bombardés.

Les limites du dispositif impérialiste

Mais de telles attaques ne parviendront sûrement pas à arrêter les combats en Bosnie-Herzégovine même. Une fois que l'engagement militaire international aura atteint un certain niveau, l'étape suivante deviendra inévitable : un débarquement de troupes terrestres à Sarajevo pour instaurer une zone de sécurité et sauver le gouvernement légal de Bosnie. Il est pratiquement certain que le plan du secrétaire général des Nations-Unies, Boutros-Ghali — négocier un cessez-le-feu à Sarajevo, au moins sur la zone de l'aéroport, et envoyer de troupes de l'ONU pour maintenir la paix, rencontrera des difficultés.

Une telle intervention entraînerait de lourdes pertes, ce qui explique pourquoi le feu vert n'a pas encore été donné. Il ne faut pas s'attendre à une libération de la Bosnie à grande échelle. Les difficultés du terrain, l'entraînement de l'ancienne armée fédérale dans la lutte de guérilla et l'existence d'une

quantité importante d'équipements secrets sont autant d'obstacles au succès du plan impérialiste. Qui sera capable d'écraser et de désarmer les miliciens qui fuiront alors la Bosnie ?

En effet, dans cette république, les éléments armés sont nombreux. Du côté serbe, on trouve des unités de l'armée de la République fédérale yougoslave, la partie bosniaque de l'ancienne armée fédérale, les forces territoriales de défense de la "République serbe de Bosnie-Herzégovine", des bandes de Tchétniks et des mercenaires venus de Belgrade comme Arkan et Tigrex. La direction bosniaque, elle, dispose de ses forces de défense territoriale et du conseil de défense croate de l'Herzégovine de l'Ouest ; on trouve également des unités informelles de la Garde nationale croate et le bras armé du Parti de la loi, de Dobroslav Paraga.

La Bosnie ressemble donc de plus en plus au Liban des Balkans, la Serbie et la Croatie tenant respectivement les rôles d'Israël et de la Syrie.

Quelles sont les motivations politiques qui se cachent derrière les sanctions et l'application partielle de mesures militaires ? L'objectif officiel de l'embargo est évidemment de mettre fin aux combats en Bosnie ; mais le but réel est la chute du régime de Milosevic, dans la mesure où l'opposition serbe est trop faible pour le renverser. Voilà ce que cherchent dans l'immédiat les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Allemagne.

Les seuls défenseurs d'une intervention militaire directe en Bosnie sont les Etats islamistes, qui se posent en défenseurs de la population musulmane menacée. Pour cela, il faudrait envoyer une force militaire en utilisant l'article 42 de la Charte des Nations-

Unies. Les conséquences des sanctions sur la santé du régime de Belgrade seront décisives à l'heure de prendre la décision finale de lancer ou non une intervention militaire.

Qui fera partir le tyran ?

On peut donc imaginer le scénario suivant : à la suite des sanctions, le régime serbe est à court de carburant, cela provoque des queues interminables et les usines sont contraintes de fermer faute d'approvisionnement. Pour la première fois depuis le début de cette crise, la Serbie n'a aucun allié international — à l'exception, peut-être, de la Grèce.

En Serbie, les gens sont de moins en moins sensibles à la thèse de la conspiration internationale contre les Serbes. L'opposition unifiée se renforce, et les étudiants demandent la démission de Milosevic. L'académie serbe des Arts et des Sciences et la hiérarchie orthodoxe — qui avaient jusqu'à présent soutenu Milosevic — commencent à exprimer des réserves.

Au sein de la nomenklatura, les choses commencent aussi à se gâter et la direction du Monténégro se demande comment se séparer de la Serbie. Un tiers des députés nouvellement élus du Parti socialiste (ancien Parti communiste) décident de créer un Parti social-démocrate, alors que les gestionnaires d'entreprise voient leurs privilèges menacés par la mainmise de l'Etat sur leur sociétés "autogérées". Le mécontentement de l'armée augmente à la suite du limogeage par Milosevic de vieux généraux et officiers.

Une telle accumulation de facteurs devrait aboutir non pas à un soulèvement dirigé par l'opposition mais à une révolte de palais contre Milosevic, visant à établir un régime plus modéré du genre de celui de la Roumanie.

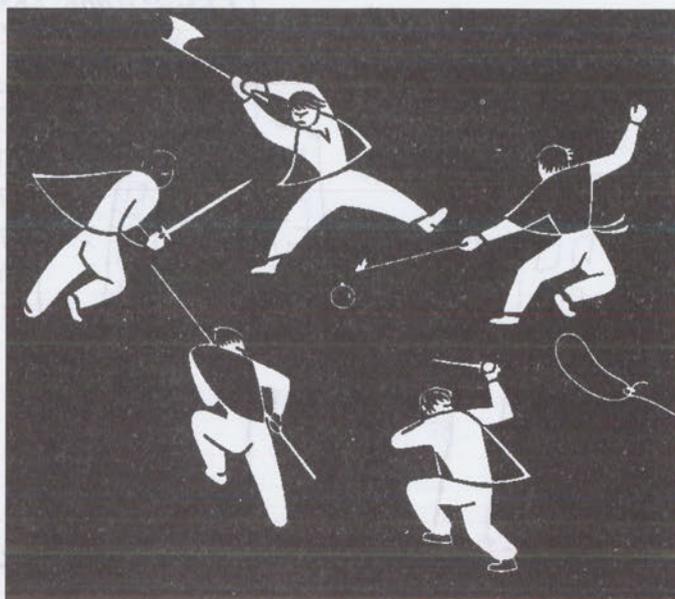
Mais arrêtera-t-il la guerre en Bosnie-Herzégovine ? C'est une autre question. La milice serbe en Bosnie dispose d'assez de matériel pour poursuivre la guerre pendant quelques mois et pour continuer à infliger plus de violence et de misère à la population civile. Cette lutte sera d'autant plus désespérée que le soutien de Belgrade deviendra plus incertain. Même si les forces serbes s'épuisent, cela ne signifiera pas automatiquement la fin des troubles.

Les forces musulmanes et croates alors revigorées pourraient être tentées de prendre une sanglante revanche sur les Serbes bosniaques. Pire encore, les plans d'intervention en Bosnie, à peine voilés, du gouvernement croate sont aujourd'hui renforcés par les mesures internationales prises contre la Serbie. ★

Vienne, 11 juin 1992

Le congrès du PSH

Le III^e congrès du Parti socialiste hongrois (PSH, ancien Parti communiste) a enfin tranché sur le fait de savoir s'il y aurait un parti parlementaire de gauche en Hongrie jusqu'aux élections de 1994. En effet, l'aile droite de ce parti semblait dominante depuis les élections de 1990 (1) ; cependant, la grande majorité des délégués — près de 400 — représentant quelques 40 000 membres, s'est exprimée en faveur d'une ligne politique plus combative à l'égard du régime nationaliste-chrétien du Forum démocratique hongrois (MDF), au pouvoir (voir *Inprecor* n° 339 du 25 octobre 1991).



Tamas KRAUSZ



AU SEIN du PSH, de moins en moins de militants croient encore en la perspective d'un capitalisme bienfaiteur en Hongrie. Ils commen-

cent aussi à comprendre qu'il faut un parti qui soit capable de défendre à la fois les libertés démocratiques et les intérêts des salariés et des producteurs.

Le président réélu du PSH, Gyula Horn, exprimant l'état d'esprit des militants et plus particulièrement de l'aile gauche de cette organisation, a souligné la nécessité d'une alliance électorale avec les syndicats et les groupes de gauche, tout en critiquant le gouvernement et le nouveau pouvoir.

Après l'effondrement du socialisme d'Etat, le PSH s'est retrouvé isolé sur la scène internationale ; aujourd'hui, il pense qu'il ne lui reste d'autre choix que de rallier l'Internationale socialiste pour pouvoir constituer un contre-poids crédible au régime.

Cependant, malgré le relatif tournant à gauche actuel, la nouvelle direction du PSH donne une image singulière. Son aile libérale, qui bénéficiait autrefois d'un poids important, a pratiquement perdu tous ses représentants à la direction.

Par ailleurs, deux autres regroupements importants se sont formés au sein du PSH. Le premier, avec G. Horn et cinq ou six autres dirigeants, représente la fraction dite "pragmatique", ce sont tous des Budapes-

tois. L'autre regroupement est l'aile dite "nationaliste-populaire" ; il est composé d'intellectuels de province ouverts à certaines tendances du nationalisme, mais, avec en même temps, des visées sur les cercles libéraux du pouvoir. Cette opposition capitale-province pourrait être équilibrée par le groupe dit de "gauche", qui, tout en étant prêt à soutenir le capital national contre celui de l'étranger, assume dans le PSH le rôle de défenseur des intérêts des salariés.

La défaite des libéraux

La défaite des libéraux, et le fait qu'ils n'aient pas pu faire élire aucun de leurs représentants à la direction, renforce le poids relatif de la gauche.

La poussée de l'aile "nationale" ne témoigne pas seulement d'un anticapitalisme et d'un antilibéralisme forts, elle représente aussi la tentation dangereuse d'une social-démocratie nationale, que le président Jozsef Antall a d'ailleurs appelé de ses vœux. Cependant, on peut espérer que les autres courants seront capables d'entraver une telle évolution.

Les "nationaux", eux, ne sont guère tentés par l'aventure de la rupture ; ils pensent que, dans la situation actuelle de la Hongrie, un nouveau parti aurait de grosses difficultés à se construire.

En effet, la population manifeste une certaine apathie vis-à-vis des partis politiques, et il n'y a pas actuellement de mouvement de masse radical. Le PSH constitue certes une alternative contre le danger du populisme de droite, une force que le Forum démocratique — qui perd vite sa base sociale — doit désormais considérer comme un concurrent de taille.

L'alternative libérale est morte en Hongrie. Le capitalisme à la "latino-américaine" en vigueur partage de façon plus ou moins claire les forces bourgeoises en deux camps : celles qui sont au pouvoir et celles des démocrates socialistes.

Le congrès du PSH s'est terminé en chantant l'Internationale. Ce congrès a aussi constitué un message pour le gouvernement : le socialisme d'Etat a certes échoué, mais la gauche a survécu au changement de régime. Cette gauche ne peut pas échapper aux conditions historiques de la Hongrie. Ce n'est pas un hasard si Gyula Horn a souligné l'importance du maintien des valeurs positives culturelles et sociales des 40 années passées — il est difficile de gagner un soutien dans la Hongrie actuelle sans faire allusion à cela.

Le nombre des chômeurs est déjà officiellement de 600 000 — pour une population de 10,5 millions d'habitants — ; la paupérisation est galopante et les gens sans protection sociale sont de plus en plus nombreux.

La Hongrie avait été à l'avant-garde des transformations structurelles.

Elle montre aujourd'hui que la voie capitaliste de changement de régime est impraticable ; le capitalisme à visage humain n'existe pas. ★

Budapest, juin 1992

1) Le PSH est écartelé entre ses ailes gauche et droite depuis les élections de 1990. La gauche insistait sur la nécessité de tisser à nouveau des liens avec les travailleurs et proposait un rassemblement des forces progressistes. La droite, hantée par les vestiges staliniens, voulait se débarrasser des éléments les plus radicaux du PSH et se rapprocher de l'Alliance des démocrates libres (SzDSz).

L'autre face du "miracle"

L'Allemagne de l'Ouest est universellement présentée comme un des plus riches pays du monde, et son système de sécurité sociale fait des envieux. Cependant, les importantes grèves de mai 1992 dans les services publics ont porté un coup à cette image (1). Les impératifs de la concurrence et le coût de la réunification ont entraîné un développement très important de la pauvreté.

Marc FISCHER



SELON LE CONSEIL des ministres de la Communauté européenne (CE) de 1975, les pauvres sont « des individus et des familles dont le revenu est si faible qu'ils sont exclus du mode de vie considéré comme acceptable ». Ce seuil est généralement évalué à environ 50 % du revenu moyen. Selon ce critère, la pauvreté touchait 7 % des Allemands de l'Ouest, en 1983, et 10 %, en 1990 — soit 6 millions de personnes.

La raison essentielle de cet appauvrissement croissant est la multiplication des chômeurs et le faible montant des allocations qu'ils perçoivent. En 1980, moins de 100 000 foyers recevaient des aides sociales pour cause de chômage ; en 1989, cela concerne 479 000 foyers.

La démonstration la plus flagrante du développement de la pauvreté est l'augmentation rapide du nombre de bénéficiaires de l'aide sociale ; aujourd'hui, on atteint un record historique : 3,35 millions de personnes, dont 2 millions de femmes, dépendent de ces fonds pour survivre. Or, selon une enquête du ministre de la Jeunesse, de la Famille et de la Santé, seulement la moitié de ceux qui devraient bénéficier d'aides sociales les réclament, soit par manque d'information, soit par honte ou par peur.

La loi fédérale sur la sécurité sociale

prévoit que les allocations permettent à leur bénéficiaire d'avoir une « vie digne ». Elles ne sont versées que si le demandeur n'a aucune autre source de revenus.

Quelques saucisses... et du travail forcé

Des règles ont été établies pour le calcul du panier de la ménagère pour un bénéficiaire de l'aide sociale.

- 47 grammes de viande par jour, soit 31,8 kilos par an — cela représente le tiers de la consommation moyenne de viande en Allemagne de l'Ouest.

- 40 grammes de saucisse et 21 grammes de fromage par jour.

- Un voyage en bus tous les dix jours.

- Un verre de bière tous les dix jours.

- Une ampoule électrique par an.

Ce sont des chiffres frappants, terribles pour les individus concernés.

Ceux qui touchent ces aides sont embauchés pour effectuer des travaux "socialement utiles" sans recevoir d'autre salaire. Ils touchent entre 2 et 5 deutchmark (DM) de l'heure — cette faible compensation est censée leur permettre de subvenir à leurs dépenses supplémentaires. Ces programmes de travail forcé sont principalement utilisés dans le secteur public. Si un chômeur refuse un tel emploi, les allocations peuvent être réduites, voire supprimées.

Il n'y a pas de statistiques concernant les prestations sociales dans l'ancienne Allemagne de l'Est. L'Union allemande pour le bien-être social et public estime qu'en 1992 « plus de 100 000 demandes seront déposées ». Pour l'instant, la plupart des Est-Allemands au chômage reçoivent des allocations. Mais, au bout d'un an, quand ils ne toucheront que des sommes réduites, ils deviendront candidats aux aides sociales. Ainsi, dans un proche avenir, le nombre de demandeurs d'aide en Allemagne risque d'augmenter fortement.

Mais ce n'est pas parce qu'on a un emploi qu'on gagne suffisamment d'argent pour vivre. Ainsi, une employée de grande surface de Nord-Rhein-Westphalie touche 1 550 DM bruts par mois ; en Bavière, le salaire de départ d'une femme de chambre est de 1 312 DM (2).

En reprenant la définition de la pauvreté de la CE, on peut dresser le tableau suivant.

- La grande majorité des femmes employées dans l'industrie et le commerce — soit environ 2 millions — gagne moins de la moitié du salaire moyen.

- Les femmes qui travaillent dans le secteur tertiaire connaissent une situation un peu moins mauvaise : environ 20 % seulement des employées de services commerciaux et financiers touchent un salaire inférieur à la moitié du salaire moyen.

- Certains hommes, surtout des ouvriers du secteur des biens de consommation ou de l'industrie alimentaire, touchent aussi moins que le salaire moyen.

Mais cela ne concerne que ceux qui travaillent à temps plein. Or, parallèlement à la progression du chômage chronique, on a assisté à une nette évolution des différents types de contrats de travail. Entre 1980 et 1989, le nombre des employés à temps plein a diminué de 150 000, alors que celui des travailleurs à temps partiel augmentait d'environ 450 000.

Aujourd'hui, les contrats "normaux" — à durée indéterminée et donnant droit à une couverture sociale complète — sont de plus en plus rares, alors que les formules d'emploi précaire (durée déterminée, travail à domicile, travail sans contrat, etc.) se sont multipliées à l'infini, et concernent environ 25 % des emplois actuels.

Cela touche particulièrement les femmes, les jeunes et les travailleurs les moins qualifiés. On assiste à une division de la main-d'œuvre entre une armée croissante de travailleurs marginaux, avec des contrats précaires et des salaires plus faibles, et les travailleurs stables, dont le nombre diminue.

Etre femme et pauvre

Actuellement, le salaire moyen des femmes est inférieur d'environ 25 % à celui des hommes. En fait, seules quelques travailleuses gagnent assez bien leur vie pour être indépendantes.

Alors que la situation des femmes au travail est déjà mauvaise, le chômage — qui les touche de manière disproportionnée — représente souvent une chute en dessous du seuil de pauvreté.

La majorité des femmes qui perçoivent des allocations de chômage touchent moins de 1 000 DM par mois et 85 % d'entre elles bénéficient de l'aide sociale. Les femmes reçoivent des allocations bien moins importantes que celles des hommes à cause de la discrimination salariale ; et seulement 56 % des femmes parviennent à se faire enregistrer dans les agences pour l'emploi, contre 75 % des hommes.

Afin de calculer la retraite nette moyen

1) Voir *Inprecor* n° 352, 353 et 354 des 8 mai, 22 mai et 5 juin 1992.

2) Le salaire brut moyen en Allemagne de l'Ouest est de 2 500 à 3 000 DM. 1 DM équivaut à 3,20 francs français.

ne, l'administration part du salaire de base d'un « assuré moyen » qui aurait travaillé entre 40 et 45 ans. Mais, en fait, les hommes ont en moyenne 35,7 années de travail derrière eux quand ils prennent leur retraite, contre seulement 22,6 pour les femmes ; dans le secteur des services, ces chiffres sont respectivement de 37,3 et de 27 ans. La retraite moyenne d'un salarié du tertiaire est de 1 885 DM si c'est un homme et de 855 s'il s'agit d'une femme — et l'assurance-chômage est de 1 352 DM pour un homme contre 508 DM pour une femme. Ces chiffres ont une conséquence directe : les femmes retraitées constituent le groupe le plus important des pauvres.

Le faible montant des retraites est la cause principale — encore plus que le chômage — de l'augmentation des demandes d'aides sociales ; environ 60 % du budget total de ce secteur va à des retraités.

De plus en plus de mal logés

Le développement de la pauvreté et l'essor des problèmes sociaux se reflètent aussi dans l'augmentation du nombre de sans-logis et des mal logés. Il seraient environ 1 million, répartis comme suit :

- 1 - ceux qui sont actuellement à la rue, sans toit — environ 500 000 ;
- 2 - ceux qui risquent d'être expulsés dans un futur proche — environ 200 000
- 3 - ceux qui sont menacés de perdre leur logement à moyen terme — environ 200 000 personnes ;
- 4 - ceux qui vivent dans un logement trop petit et sans aucun confort — environ 700 000 (3).

La crise du logement condamne de plus en plus de gens, auparavant intégrés socialement, à la marginalisation. Les "sans-domicile-fixe" n'existent plus... C'est un cercle vicieux : sans logis, on ne peut pas trouver d'emploi et sans emploi, il est impossible de retrouver un toit... Chaque jour, environ 150 personnes perdent leur logement et sombrent dans l'oubli social.

La pauvreté n'est pas seulement synonyme d'absence de biens matériels, elle engendre aussi une perte de contrôle sur sa propre indépendance. Les autorités dirigent votre vie avec toutes sortes de règlements, et de contrôles. Etre pauvre engendre un accès réduit à la vie sociale, l'isolement et le repli sur soi. Cette peur de la "descente aux enfers" et de l'isolement social fait partie de la pauvreté. Cette peur vous prépare à accepter n'importe quel emploi et à vivre dans n'importe quel trou. Et c'est pour cela que la pauvreté existe dans le système capitaliste. ★

Avanti, juin 1992

3) Les groupes 2 et 3 se recourent avec le groupe 4, c'est pourquoi nous arrivons à l'estimation de 1 million de personnes.

Un pas en avant, et deux en arrière

Le Congrès national africain (ANC) et ses alliés du Parti communiste sud-africain (SACP) et du Congrès des syndicats sud-africains (COSATU) ont entrepris, fin juin 1992, une épreuve de force face au régime de De Klerk afin que celui-ci finisse par accepter un gouvernement intérimaire de coalition et donc multiracial (voir *Inprecor* n° 340 et 347 des 8 novembre 1991 et 28 février 1992). La campagne de l'ANC a débuté le 16 juin, anniversaire du soulèvement de Soweto de 1976, par une grève et un boycott des transports en commun. L'action a été largement suivie, notamment dans la région de Johannesburg. Selon les chiffres patronaux, environ 89 % des employés de cette ville ne se seraient pas présentés à leur travail ce jour-là.

Marc LINI



CETTE CAMPAGNE a été planifiée pour se dérouler en quatre phases. Après la grève du 16 juin, il était prévu une série d'actions allant de l'occupation d'édifices publics à des manifestations de rue pour juillet. La troisième étape sera celle de la grève générale. La direction du COSATU aurait proposé qu'elle se tienne avant la fin de juillet et qu'elle soit illimitée, mais la direction de l'ANC a préféré une action plus circonscrite afin de pouvoir en contrôler l'évolution, au cas où le régime ferait de nouvelles propositions. La grève est donc annoncée pour août.

Enfin, l'ultime étape devrait être, selon l'ANC, une campagne de masse exigeant le départ définitif du gouvernement actuel (l'opération *Exit gate*). Selon certains responsables de l'ANC, il s'agirait de toujours exiger l'élection d'une assemblée constituante. Mais la plus grande confusion règne à ce propos — par ailleurs, le gouvernement semble avoir obtenu satisfaction pour un futur système bicamériste.

Le tournant politique que l'affrontement actuel représente ne doit surtout pas être sous-estimé. Les négociations constitutionnelles au sein de la Convention pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA) sont parvenues à leur dernier stade. Les ultimes compromis devraient être, pour les uns et les autres, bien plus significatifs que

tout ce qui a déjà été accepté de part et d'autre. En cas d'accord final, il resterait à passer au test électoral avec la probable constitution de blocs : le Parti national de De Klerk pourrait ainsi fort bien se retrouver en alliance avec le parti zoulou Inkhata.

En mai, il avait été proposé, à la demande du pouvoir, que soit incluse, dans la future Constitution, la nécessité d'une majorité de 75 % à l'assemblée pour toutes les questions d'importance. L'ANC a fini par accepter la barre des 70 %, sans consultation interne semble-t-il. Mais la tension sociale dans le pays finit par rendre de plus en plus difficile ce genre de compromis. Personne ne peut, en effet, croire que les seuls pourparlers de CODESA suffiront à légitimer les réformes constitutionnelles. Or, plus les négociations ont avancé en haut lieu, plus la situation quotidienne des masses noires tendait à se dégrader, du fait de la crise économique, de l'inflation et des licenciements. A cela s'ajoutent des formes de décomposition sociale et de désespoir qui nourrissent la violence endémique, les haines ethniques et la peur dans les townships.

L'ANC hausse le ton

C'est sans doute là le principal symptôme auquel répond le durcissement actuel de l'ANC et surtout des directions syndicales. Entre autres mouvements sociaux de grande ampleur, les dernières semaines ont vu se développer une grève massive des personnels hospitaliers pour des augmentations de salaire.

La pression syndicale du COSATU est donc tout à fait significative. Il apparaît, d'ores et déjà, que celle-ci entend maintenir la pression pour ne pas avoir à entériner

demain des compromissions trop importantes passées autour de la table de négociations.

C'est d'ailleurs fin mai, alors que le COSATU lance son programme d'action, que l'ANC a adopté un nouveau programme socio-économique, jugé par tous les observateurs comme très modéré bien qu'il en appelle toujours à une substantielle redistribution des revenus. Le principe des nationalisations y est relativisé et c'est simplement l'action générale de l'Etat qui est mise en avant, notamment au travers de la réforme de la fiscalité.

Le problème n'est pas tant de savoir si cela recouvre ou pas des divergences d'appréciation entre les diverses directions. Il est d'ailleurs intéressant de noter que l'un des principaux débats qui a traversé le mouvement syndical au cours des derniers mois a porté sur la perspective d'un contrat social, c'est-à-dire en réalité d'un certain degré de cogestion avec le patronat (1). Jay Naidoo, le secrétaire général du COSATU reconnaissait d'ailleurs que son plan d'action interpellait les entreprises ; elles ont, dit-il, « *bruyamment soutenu le processus de démocratisation, par exemple, par leurs actions durant la campagne référendaire [quand De Klerk demanda aux Blancs s'ils soutenaient le démantèlement des lois d'apartheid, ndr] ; on espère donc qu'elles vont prendre le taureau par les cornes. Nous voulons voir si elles vont soutenir nos revendications pour un gouvernement démocratique, ouvert et contrôlable* » (2). Or, quelques heures plus tard, le patronat menaçait les travailleurs et condamnait la grève.

Le mouvement syndical

Le mouvement syndical est aujourd'hui à la croisée des chemins. Les négociations constitutionnelles n'ont absolument pas équilibré ou stabilisé les rapports de forces sociaux. Et les patrons, à l'abri de CODESA, en ont profité pour aggraver les attaques contre les travailleurs.

Lorsque l'épreuve de force a été enclenchée, fin mai, par la direction syndicale l'enjeu était en effet clairement celui de la réforme constitutionnelle et de la responsabilité de l'Etat dans les affrontements des townships. Les exigences du syndicat portent sur le rôle de l'Assemblée constituante, sur la transparence des actions de l'Etat, sur la condamnation des ministres ayant trempé dans des affaires de corruption (3). Le mouvement s'organise donc autour des enjeux de CODESA, des institutions et des futures règles du jeu. Mais il faudra bien, pour ne pas échouer, aborder le pro-

blème du travail, des licenciements, des restructurations industrielles, etc.

La réforme de l'apartheid ouvre, d'ailleurs, chaque jour de nouvelles boîtes de Pandore. La misère des townships, le chômage massif, la monstrueuse inégalité raciale dans l'éducation et le logement n'ont pas obtenu le moindre début de réponse alors que les négociations ont commencé depuis un an et demi. Les promesses de "redistribution" des richesses sont faites un jour, mais rien de concret à court terme. Or, demain, la question de la terre et des ban-toustans surgira à un niveau encore bien plus explosif.

Police, armée, gangs...

C'est cette contradiction entre le caractère abstrait des négociations et l'attente concrète des masses noires qui rend la situation aussi tendue et aléatoire pour le pouvoir et même pour l'ANC.

Le massacre de 42 personnes, le 17 juin, dans le ghetto de Boipatong, et la tuerie commise dans le même township par la police quelques jours plus tard ont montré une fois de plus le décalage entre le CODESA et la vie réelle. Cette escalade de la violence et du cynisme du pouvoir ont fait que, cette fois-ci, la direction de l'ANC a décidé de suspendre sa participation à la Conférence. Pour la première fois, bien que l'organisation de Nelson Mandela n'ait plus aujourd'hui d'autre stratégie possible que celle des négociations et du compromis, le pouvoir n'est plus totalement assuré de mener une réforme graduelle du système avec, au bout du compte, un large gouvernement de coalition. La politique d'intimidation et de chantage avait jusqu'à présent porté ses fruits face à la direction de l'ANC. Mais où pouvait se trouver le point d'équilibre — celui d'un nouvel ordre et d'un vrai consensus — dès lors que l'Etat, les mafias policières et celles d'Inkhata ne cessent jamais de harceler les populations et d'assassiner les militants ?

Le régime n'a effectivement jamais cessé de jouer sur plusieurs registres. Et ce, en dépit du prétendu accord de paix de 1991 entre le gouvernement, l'ANC et Inkhata. Seule la confusion l'a alors emporté, empêchant une politique de contre-offensive unitaire de toutes les forces progressistes.

Que reste-t-il de cet accord



L'Etat de peur

Le 10 juin Amnesty International publiait un rapport intitulé *Afrique du Sud, état de peur*.

« Au cours d'une enquête sur des tortures, des meurtres de détenus et des exécutions extrajudiciaires imputés à la police du Transvaal occidental, des témoins et des observateurs de la situation des droits de l'homme ont été harcelés, menacés et abattus par la police.

» En 1990 et 1991, des informations judiciaires de haut niveau ont été ouvertes sur les "escadrons de la mort" de la police et de l'armée : elles ont montré la participation de militaires et de policiers à des meurtres, des empoisonnements, des enlèvements, des incendies volontaires, et ont révélé que de faux témoignages et des destructions de preuves leur étaient imputables. Or, pas une seule poursuite n'a été engagée. (...)

» Pratiquement tous les cas de violations exposés dans le rapport se sont produits après la libération de Nelson Mandela.

» Les assassinats politiques et les autres violations des droits de l'homme n'appartiennent pas au passé, comme le prétend le gouvernement. Le processus de réforme n'y a pas mis fin. » ★

décroché par le régime pour obtenir, à l'époque, quelques nouveaux succès diplomatiques à l'étranger ? De Klerk lui-même s'affiche régulièrement avec Buthelezi, le chef d'Inkhata. Ce même mouvement ethnique (zoulou) et réactionnaire dont l'un des chefs, Musa Myeni, haranguait récemment ses troupes de tueurs en prédisant une guerre civile puisque le pays est selon lui « *comme un enclos avec plusieurs taureaux qui veulent tous commander* ».

Police, armée, gangs d'Inkhata, groupes d'extrême droite, continuent de faire régner la terreur à l'abri des négociations officielles. Ce sont près de 7 000 morts depuis 1990.

C'est sans doute un avant-goût de ce que l'on appelle l'"Afrique du Sud post-apartheid", celle qui justifie que les pays impérialistes et les divers régimes d'Afrique lèvent toute sanction et que De Klerk soit fêté comme un nouveau démocrate ! ★

3 juillet 1992

1) South African Labour Bulletin vol. 16, n°1, 1991 et vol 16, n°4, 1992.

Le "grand sommet" accouche d'une souris

LES TRAVAUX du Sommet de la terre devaient porter sur les problèmes les plus brûlants de l'environnement : l'effet de serre, la diversité biologique (biodiversité), la destruction des forêts, etc.

De même, il devait être question de sujets concernant l'efficacité des efforts faits dans le cadre de la société actuelle pour lutter contre la dégradation de l'environnement. Les aspects économiques étaient partie prenante du programme de Rio : pauvreté, consommation et démographie ; économie internationale et environnement ; transfert de technologies ; développement durable, etc. De fait, les problèmes économiques ont constitué la toile de fond de toute la réunion (2).

Tout cela a été couronné par un plan concerté d'action, l'Agenda 21. Ce plan, qui n'est pas obligatoire pour les pays, vise à améliorer l'environnement d'ici la fin du siècle.

Evidemment, les contradictions entre les pays riches et les différents pays pauvres, et entre les pays riches eux-mêmes existaient bien avant l'ouverture du sommet. Ce sommet, « le plus grand de l'histoire », ne pouvait pas s'achever sans de grands accords. Pour y parvenir, on a, bien sûr, arrondi les angles afin d'avoir au moins quelque chose entre les mains à la clôture, même si cela ne sert pas à grand chose.

Le président des Etats-Unis, George Bush, n'en est pas sorti grand ; il est confronté à des problèmes intérieurs préoccupants — la récession ; la fumée des explosions raciales et sociales de Los Angeles et d'autres villes ; et la concurrence d'un millionnaire pour les prochaines élections présidentielles. En route pour Rio, Bush a fait escale au Panama — toujours sous la botte des Etats-Unis — où il a reçu des tomates, lancées par des manifestants en fureur, et des gaz lacrymogènes de la police.

A Rio, il n'a pas réussi à améliorer son image. Le "président-environnement" — comme il s'est nommé depuis quelques années —, ou le "dégénéré de l'environnement", comme l'a judicieusement rebaptisé Greenpeace, avait été mis sur le banc des accusés avant même le début de la conféren-

Tous les commentateurs de la presse internationale sont d'accord pour dire que la Conférence des Nations-Unies sur l'environnement et le développement (UNCED), réunie à Rio au début du mois de juin, s'est soldée par un compromis (voir *Inprecor* n° 354 et n° 355 des 5 et 19 juin 1992). Cependant, cette réunion, qui a rassemblé plus de 10 000 représentants de 168 pays, a été incapable d'adopter des résolutions précises ou d'instituer un système de vérification de l'application des accords disposant d'une autorité réelle. Les dizaines, pour ne pas dire les centaines, de millions de dollars qui ont été dépensés pour cet "événement" ont servi, dans le meilleur des cas, à ce que le monde prenne conscience de l'urgence des questions d'environnement (1).

Gilberto MURRIETA

ce. Il a offert 150 millions de dollars pour protéger les forêts, tout en maintenant sa ferme opposition à la "sur-régulation" et aux clauses morales des traités. Un des membres de la délégation des Etats-Unis a même déclaré que « la protection de l'environnement s'est substituée au communisme parce qu'elle représente une grande menace contre le capitalisme » (3), donnant une idée assez claire de ce qui était en jeu.

Ce panorama ne reflète pas précisément l'esprit du "nouvel ordre international" que les dirigeants des pays riches, et en particulier les Etats-Unis, veulent nous vendre.

La vedette de Rio : l'effet de serre

Nous connaissons maintenant, grâce aux scientifiques, le risque de réchauffement encouru par notre planète à cause des changements provoqués dans la composition de l'atmosphère par les êtres humains. Une série de gaz libérés par l'action industrielle permet aux rayons du soleil de parvenir jusqu'à la surface du globe, mais empêche la chaleur de se dissiper dans l'espace (selon le principe des serres, qui permet l'entrée de la lumière mais empêche la sortie de la chaleur). Depuis la révolution industrielle, la production utilise l'énergie provenant de la

combustion du bois de feu, du charbon, du gaz naturel et du pétrole. Cependant, cette combustion dégage du gaz carbonique (CO₂), dont l'effet de serre est bien connu (les fortes températures de la planète Venus sont dues précisément au fait que son atmosphère est composée principalement de ce gaz). La production de CO₂ n'a pas cessé d'augmenter, et sa concentration dans l'atmosphère est en augmentation notoire depuis quelques décennies.

La situation est aujourd'hui préoccupante, d'autant plus que d'autres gaz sont libérés par l'industrie dans l'atmosphère et qui ont le même effet, sinon pire. Si l'atmosphère de la planète augmente de quelques degrés centigrades, cela pourrait entraîner des changements climatiques (ou cataclysmes climatiques) — altération des cycles de pluies, des récoltes, du niveau de la mer ; inondations ou extension de la désertification.

Evidemment, les pays industrialisés sont ceux qui produisent le plus de CO₂ (45 % du total pour les seuls pays du "Groupe des sept"). Pour le capital, l'augmentation de la productivité du travail, avec l'introduction de machines toujours plus sophistiquées, requiert des quantités croissantes d'énergie, visant à réduire l'intervention humaine, à produire plus vite, et à payer moins de salaires — cela réduit le nombre de travailleurs et donc les risques de grèves. Ce facteur est la clé de la compétition entre les grandes entreprises.

Bien sûr, il conviendrait tout à fait au système capitaliste d'utiliser des énergies

1) La Conférence a coûté 37 millions de dollars ; les coûts annexes des 30 000 participants se montent aux alentours de 100 millions de dollars, et la facture de téléphone à autant (*Financial Times*, 15 juin 1992). Si on compte que chaque voyage coûte en moyenne 1 000 dollars, il faut ajouter au moins 30 millions de dollars supplémentaires.

2) Un des points égarés en chemin a été celui de la démographie. Les droits et la condition des femmes sont intimement liés à cette question. L'Eglise et d'autres ont usé de leur influence pour qu'il soit retiré de l'ordre du jour (voir *Inprecor* n° 355 du 19 juin 1992). Sur cette question, une conférence internationale est prévue pour 1994.

3) *Financial Times*, 15 juin 1992.

plus efficaces et plus rentables — dont la construction permettrait de substantiels profits. Cependant, les investissements nécessaires à ces nouvelles énergies sont importants et les industriels redoutent de s'engager de tels changements.

L'effet de serre était publiquement le principal sujet de l'UNCED. La résolution concernant cette question a été l'unique, mise à part celle sur la diversité biologique, dont l'application a un caractère obligatoire. Elle vise à réduire les émissions de gaz carbonique pour l'an 2000 au niveau de celles de 1990. Cependant, les Etats-Unis, principal producteur de CO2 dans le monde, ont menacé de boycotter la conférence si le projet de résolution n'était pas modifié. Trois semaines avant le sommet, Bush parvenait à ses fins. La conférence a finalement lancé un appel à réduire les émissions de gaz carbonique au niveau de 1990 pour... le plus tôt possible — aucune date butoir n'a été adoptée.

Les pauvres doivent retrousser leurs manches

Pour ce faire, on demande aux pays du tiers monde ne pas augmenter leurs émissions carboniques. S'ils n'obtiennent pas l'aide des pays les plus développés, ils seront obligés d'augmenter leur pauvreté endémique, le sous-développement et la dépendance, ou, au contraire, de continuer à contaminer l'atmosphère. Les pays de l'ancien bloc de l'Est, avec l'énorme crise qu'ils traversent, sont déjà en train de réduire leur production de CO2, mais cela n'est absolument pas dû à une plus grande conscience écologiste. De leur côté, les pays riches, peu à peu, changent leurs installations de production d'énergie.

En outre, il faut connaître le changement technologique qui est proposé. A part les usines thermo-électriques, plus efficaces, on a beaucoup parlé d'augmenter l'utilisation de l'énergie nucléaire. La France, leader mondial en ce domaine, était donc satisfaite du projet d'accord. Cependant, on sait que les installations nucléaires n'offrent pas une sécurité absolue. En plus, l'accumulation des déchets nucléaires est trois fois plus importante qu'en 1980 et vingt fois plus qu'en 1970. Enfin, parmi les 25 pays qui utilisent cette énergie, aucun n'a trouvé de solution satisfaisante au problème posé par les déchets (4).

Certains gouvernement proposent de faire des économies d'énergie en introdui-

sant des impôts spéciaux. La commission européenne sur l'environnement a décidé de ne pas aller à l'UNCED précisément parce que la Communauté européenne (CE) était en désaccord avec idée. Cela prouve que les grands de l'économie mondiale préfèrent attendre avant d'entreprendre de grands investissements sur cette question. Après Rio, la question demeure : parviendra-t-on à limiter les émissions de CO2 à temps pour éviter une catastrophe mondiale à la moitié du XXIe siècle ?

Bush et les bébés-phoques

La seconde résolution du sommet concerne la préservation de la diversité biologique, qui a provoqué le plus de troubles et de controverses à Rio, au point même que les Etats-Unis se sont refusés à signer le texte.

Cette résolution demande aux pays du tiers monde de prendre des mesures pour préserver la grande variété d'espèces qui vivent sur leur territoire. Pour cela, la diversité biologique doit être défendue contre la

tant, la préservation de la biodiversité nécessite bien plus que la simple protection d'une série d'espèces animales et végétales menacées d'extinction. Alors que Bush parlait de ce sujet à la conférence de Rio, son hypocrisie était révélée par le Tribunal suprême de justice de son pays, qui était en train de limiter le droit des écologistes à attaquer devant la loi des projets d'autres pays, payés avec des fonds nord-américains, et qui mettraient en danger des espèces en voie d'extinction (7). Les Etats-Unis sont préoccupés par les implications économiques du traité et, en particulier, ils veulent préserver leur place dominante sur le terrain de la biotechnologie.

La protection de millions d'espèces, non seulement végétales, qui existent dans les pays tropicaux, est aujourd'hui fondamentale pour, entre autres, augmenter le rendement de la production agricole. Cela pourrait limiter la crise alimentaire du tiers monde, ainsi que la destruction des forêts ; diminuer les réquisitions de terres pour la production agricole sans augmenter l'utilisation des engrais nocifs et des pesticides chimiques.

Cependant, ces mesures pourraient aussi faire chuter les prix du marché mondial, tant des produits des pays pauvres que de ceux des pays riches.

La relation entre la diversité biologique et la productivité de la terre peut paraître étrange. La clé de cette question réside dans l'information héréditaire des êtres vivants. L'usage intensif de gènes de différentes espèces peut permettre, en effet, d'arracher plus de fruits à la terre et au travail humain. Le croisement de différentes variétés de plantes peut produire des semences et des végétaux plus résistants et plus productifs. La manipulation génétique peut permettre l'introduction de caractéristiques nouvelles dans les organismes, comme, par exemple, ceux qui produisent leurs propres antibiotiques.

Plus que tout, cela nécessite d'importantes ressources financières et techniques — rares dans les pays du tiers monde — et le libre accès aux ressources génétiques — rares aussi dans les pays développés.

Ainsi, la conférence a dû faire face à chacun de ces problèmes et s'est heurtée à des intérêts contradictoires : l'accès à la



croissance économique et l'augmentation de la pression démographique. Le projet adopté propose des mécanismes de compensation attribuant la plus grande aide au développement de la part des pays du Nord, en particulier en transférant des capacités d'investissement et des connaissances biotechnologiques (5).

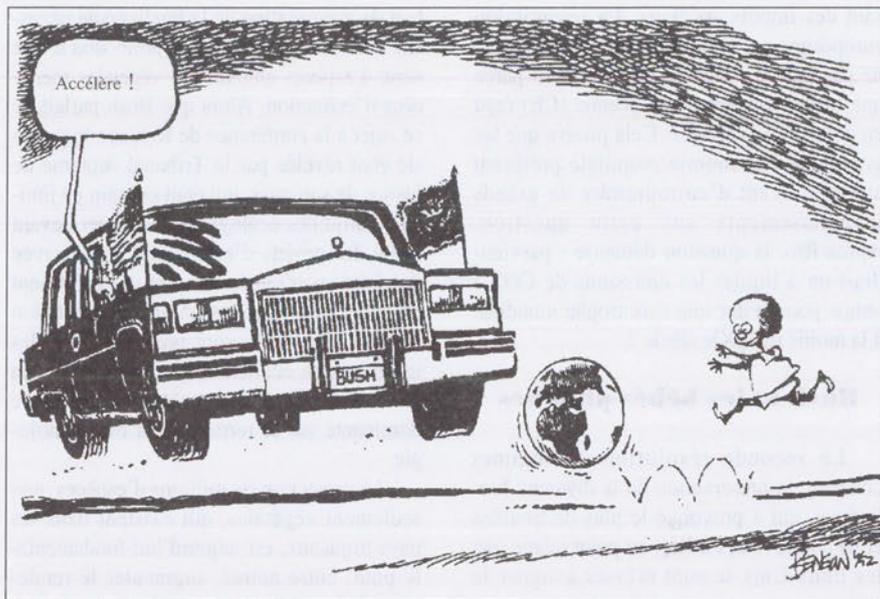
La réticence des Etats-Unis a été clairement exprimée par le directeur de son agence pour la Protection de l'environnement, William Reilly : « Nous aurions espéré que la conférence se limite à la protection de la flore et de la faune » (6). De nos jours, pour-

4) Nicholas Lenssen, "Facing up to nuclear waste", *World Watch*, mars-avril 1992.

5) *Le Monde diplomatique*, mai 1992.

6) *Financial Times*, 15 juin 1992.

7) *International Herald Tribune*, 13 juin 1992.



diversité biologique permet d'améliorer, ou de rendre plus productives les espèces végétales, et non végétales. Cela se réalise surtout dans les laboratoires situés dans le Nord.

La législation des Etats-Unis sur les droits de propriété intellectuelle permet de breveter les variétés résultantes. Lorsque les pays du Sud peuvent y avoir accès, elles ne leur sont pas vraiment utiles, puisqu'elles sont conçues pour les climats — froids — des pays où se réalise la recherche. Entre temps, la pauvreté ou la soif de profits conduisent à l'abattage des forêts dans les pays tropicaux. Or, la diversité biologique est extrêmement importante dans ces forêts (8). En conséquence, les pays du tiers monde ont opté pour limiter l'accès aux ressources génétiques situées dans leurs pays au nom de leur souveraineté nationale. Ils demandent, en échange de la protection de la diversité biologique, que l'argent destiné à cette question ou que les transferts de technologie nécessaires soient administrés par un fonds international.

De son côté, le président nord-américain, préoccupé par le libre commerce, le facile accès aux ressources génétiques pour la biotechnologie, la possibilité d'obtenir par là de nouveaux êtres vivants que l'on puisse breveter, les augmentations de la productivité et la récession dans son pays, s'oppose à toute régulation en la matière.

Cette question a été le plus grand échec de la conférence. Aucun document n'a pu être adopté, et la déclaration de principe dit à la fois tout et rien, elle récapitule, de fait, les contradictions apparues dans les deux points précédents.

Depuis le début de l'ère industrielle, la superficie forestière de la terre est passée de 1,8 milliard d'hectares à 1 milliard. En d'autres termes, l'humanité a détruit 40 % de ses forêts depuis l'aube du capitalisme.

Jusqu'à il y a quelques décennies, cette destruction avait surtout progressé dans les pays les plus industrialisés, dans le Nord et en Océanie ; maintenant elle frappe tous les pays tropicaux.

La lente agonie des forêts

Les forêts jouent un rôle fondamental dans les équilibres écologiques de notre planète. Elle constituent, en effet, l'habitat d'au moins la moitié de l'ensemble des espèces vivantes ; comme elles se composent principalement de carbone, les forêts représentent un énorme réceptacle de ce composé — qui, autrement, se trouverait sédimenté dans la mer, incrusté dans les roches ou inondant l'atmosphère terrestre sous forme de gaz carbonique renfermant une immense quantité de chaleur. De plus, les forêts jouent un rôle clé dans les cycles de l'eau, par des processus de condensation et de précipitation, qui ont une grande importance dans la régulation du climat à l'échelle de la planète.

La situation est inquiétante, lorsque l'on sait que 17 millions d'hectares de forêts disparaissent chaque année. Tant la diversité biologique que le réchauffement de l'atmosphère se trouvent affectés par ce processus. Pour faire face à cette situation, les pays riches exigent de ceux du Sud qu'ils cessent d'abattre les forêts, puisqu'elles sont, selon leurs propres arguments, le "patrimoine de toute l'humanité". Les pays du Sud, de leur côté, revendiquent leur souveraineté sur les ressources situées à l'intérieur de leurs frontières. Ils affirment qu'il est facile aux pays industriels de donner des leçons de morale sur l'environnement alors que leur propre industrialisation s'est faite au détriment de leurs forêts. Celles-ci ne servent pas seulement comme bois de chauffe pour les sec-teurs les plus pauvres de la population, mais

elles occupent aussi des terres convoitées tant par les paysans déshérités que par l'agro-industrie moderne nationale ou multinationale. De plus, sous ces terres, il y a souvent des métaux précieux ou qui ont une utilité industrielle.

Avec la crise économique, le poids de la dette extérieure, le développement difficile d'engrais plus productifs, sans parler de l'argent et de la technologie nécessaire et des régimes de propriété capitaliste de la terre, il est impossible de freiner la déforestation.

Le développement inégal

Les autres points à l'ordre du jour de Rio concernaient les moyens d'arrêter la détérioration de l'environnement au niveau planétaire. Cela concerne non seulement les plans d'action, mais aussi la manière dont la société gèrera ces problèmes. Mais comment faire pour que le système économique aille de pair avec la protection de l'environnement ? Les riches se posent cette question sérieusement, puisqu'il ne servirait à rien d'être président d'une multinationale dans le futur s'il n'était pas possible de disposer d'un lieu pour profiter de ses richesses. Et, surtout, il faut être sûr d'avoir accès aux ressources nécessaires pour continuer à produire, tant dans son propre pays que dans le reste du monde.

Voilà pourquoi le concept de "développement durable" a été inventé. D'après ce concept, les nations industrialisées devraient réorienter leurs systèmes productifs et leurs styles de vie, arrêter l'usage intensif des ressources et réduire drastiquement la pollution. De leur côté, les pays en voie de développement devraient pratiquer une agriculture moins destructrice, s'industrialiser en y portant une attention particulière, et réduire leur taux de natalité. Dans ce but, les pays riches devraient apporter des aides importantes.

La conférence a adopté l'Agenda 21. Avec l'aide demandée aux pays du Nord, ceux du Sud seraient capable d'obtenir une technologie alternative moins nocive pour l'environnement ; réparer ses systèmes de drainage des eaux boueuses ; traiter les déchets ; replanter des forêts ; améliorer le niveau de vie de la population afin de permettre un changement d'attitude vis-à-vis de l'environnement, et asseoir les bases permettant de limiter la croissance démographique.

8) D'après les calculs de l'écologiste britannique Norman Myers, en 1980, dans 10 aires sélectionnées de forêts tropicales humides, qui occupaient moins de 3,5 % de ce qui restait de ce type de forêts, on rencontrait au moins 27 % des plantes de ces lieux et, au moins, 13 % de toutes les plantes de la terre. Selon lui, pour l'an 2000, ces zones pourraient perdre jusqu'à 90 % de la superficie de leurs forêts. Voir E. Wolf, *Survival of the rarest*, dans *World Watch*, mars-avril 1991.

9) *Business Week*, 11 mai 1992.

Ce programme nécessiterait 125 milliards de dollars par an, venus des pays riches, ce qui équivaut à 0,7 % de leur produit national brut. Pour parvenir à ce but, ces pays devraient accroître leur aide à l'étranger, pour un montant de 70 000 millions de dollars supplémentaires, ce qui pourrait être obtenu par une diminution de 3 % leurs dépenses militaires (9).

Le libéralisme pollue

On ne pouvait pas s'attendre à ce que les pays développés appuient une telle proposition. Les plus pessimistes parlaient de 5 milliards de dollars, les plus optimistes de 10 à 15 milliards. La ridicule somme de 2,5 milliards de dollars finalement adoptée est une plaisanterie non seulement pour le tiers monde mais aussi pour l'environnement que le Nord prétend protéger.

Baucoup de pays du Sud voulaient qu'un nouveau "fonds vert" soit créé — dans lequel ils pourraient avoir un certain poids — pour gérer l'argent ainsi obtenu, même s'il s'agit d'une somme dérisoire. En fait, la conférence a tranché en faveur des riches : ce sera l'Agence mondiale sur l'environnement (GEF), dépendant de la Banque mondiale en coordination avec les Nations-Unies, qui sera chargée de la gestion des fonds de l'Agenda 21. Ainsi, on sait à l'avance qui dominera à l'heure de prendre des décisions sur la destination des fonds aux différents projets. Ce ne seront certainement pas les pays receveurs, ni l'ensemble des pays et des populations concernés, qui prendront les décisions démocratiquement ; ce seront, au contraire, les chefs de la Banque mondiale.

Les déclarations de Bush concernant la récession ont marqué la conférence. Bush prétendait qu'il ne pouvait pas compromettre son pays dans des grands projets pour protéger l'environnement de la planète, alors qu'il était confronté à une forte crise économique. En réalité, les différents groupes de pression (lobbies) de son pays avaient eux-mêmes protesté contre la participation à la conférence, la considérant opposée au libéralisme mercantile. Ils craignaient, qu'au terme du sommet, les Etats-Unis soient obligés de respecter des réglementations, d'assommer les contribuables d'impôts "écologiques" ou de collaborer dans le financement des résolutions.

Bush a finalement participé à la confé-

rence, mais sans décevoir ses patrons. Dans ses discours, il a assuré que son pays était en tête en matière de protection de l'environnement et qu'il n'avait de leçons à recevoir de personne. Au-delà des apparences, les changements technologiques nécessaires pour la protection de l'environnement, pourraient, à un certain moment, jouer un rôle positif pour certains secteurs de la bourgeoisie dans le marché mondial. Ce n'est pas par hasard si les Japonais insistent tant sur l'importance d'opérer ces changements à ce niveau. Dès à présent, pour obtenir une unité de produit intérieur brut, il leur faut moitié moins de ressources matérielles et énergétiques que les Etats-Unis (10).

L'exploitation contre l'écologie

Il faudrait étudier en détail dans quelle mesure la nouvelle technologie, destinée à économiser les ressources naturelles et énergétiques, pourrait encourager un nouveau décollage économique durable, comme dans

proche, plutôt que de les recycler ou de les céder à d'autres qui les transformeraient.

Sans doute, les secteurs dominants de la bourgeoisie s'efforcent de changer cette situation ; mais pour d'autres secteurs, plus attardés, il s'agit de déroger aux nouvelles règles du jeu. Un des moyens pour contourner la loi est de déménager les entreprises, comme cela se fait déjà aujourd'hui, vers les pays pauvres qui ont besoin d'investissements.

Toute solution de fond aux grands problèmes qui touchent notre planète ne peut se réaliser avec les racines du capitalisme. On peut nous objecter que, bien que jusqu'à présent ce système a montré son incapacité à sauvegarder l'environnement, les autres sociétés qui s'y sont opposées au cours du siècle furent tout aussi inefficaces en la matière. En effet, les pays d'Europe de l'Est et l'Union soviétique ont été des exemples parfaits d'irresponsabilité vis-à-vis de l'environnement.

Il ne paraît donc pas légitime de se demander si la propriété et la gestion collec-

tives de la production peuvent réellement être efficaces en tant que telles pour satisfaire les nécessités matérielles de tout le monde sans amputer la nature. Mais si la propriété et la gestion collectives ne sont pas identifiées avec la propriété d'Etat et l'administration bureaucratique, la situation est totalement différente. Un des moyens pour y parvenir serait de libérer l'intelligence et l'imagination de millions de personnes. De plus, cela pourrait se combiner avec les ressources (humaines, matérielles et énergétiques)

qui sont aujourd'hui destinées à l'industrie de guerre, la publicité, l'opulence des classes possédantes, pour réaliser au contraire la nouvelle révolution industrielle nécessaire pour protéger l'environnement, en garantissant un niveau de vie, d'éducation et de santé correct à l'ensemble de la population mondiale. ★

30 juin 1992



les années 50 avec l'automobile et l'électroménager. Mais, au vu des résultats du Sommet de la terre, cette perspective ne paraît pas être à l'ordre du jour, en tout cas à moyen terme.

Quelle que soit sa forme, le principe même du capitalisme est l'exploitation du travail humain et de la nature ; sans comprendre cela, il est impossible d'expliquer les profits des détenteurs de capitaux. Quand ils rencontrent des problèmes dans la réalisation de leurs profits, il leur faut extraire encore plus de jus des éléments qui participent à la production et à la reproduction du système. Ainsi, ils réorganisent le travail, ils font fonctionner leurs machines 24 heures sur 24, et saccagent la nature. C'est pour cela, en général, qu'ils préfèrent verser leurs déchets industriels dans la rivière la plus

10) *Ibidem.*

IXe camp international de la jeunesse

Pour la première fois depuis neuf ans, les organisations de jeunesse européennes en solidarité politique avec la IVe Internationale organisent leur rencontre annuelle au Portugal, du 23 au 31 juillet 1992. Après la Tchécoslovaquie, en 1991, c'est à Coimbra que se rencontreront plusieurs centaines de jeunes venant des quatre coins de l'Europe.

L'Europe sera, bien sûr, un des thèmes centraux des discussions et des débats qui se dérouleront tout au long de la semaine. A l'heure où la plupart des gouvernements sont en train de ratifier le Traité de Maastricht, et où des référendums sont prévus dans divers pays, les jeunes sont tout particulièrement concernés par l'Europe qui se prépare.

En effet, ils sont la cible privilégiée des discours démagogiques sur une prétendue "Europe sans frontières". Les dirigeants européens se gardent pourtant bien d'expliquer les conséquences réelles du Traité sur la situation des jeunes : plans draconiens de réduction des budgets de l'éducation, précarité, chômage, etc. La crise politique et économique que traversent les pays européens provoque, à des degrés différents, des phénomènes identiques : montée de forces populistes et d'extrême droite, ainsi qu'une prise de distance de plus en plus grande des jeunes vis-à-vis de la vie publique et des organisations politiques.

L'abstention importante des jeunes aux élections en général n'est pas seulement due à une inadéquation des partis traditionnels, elle reflète aussi une crise profonde des sociétés européennes, incapables de garantir les droits minimums des individus à l'éducation, au logement, à l'emploi, etc. Les formes violentes que prend parfois la contestation des jeunes reflètent ce malaise.

Une des autres dimensions importantes du camp sera la solidarité internationale, en particulier avec l'Amérique latine, à l'heure où, les chefs d'Etat européens et américains s'apprêtent à célébrer les 500 ans de la "découverte". Le Portugal, terre de découvreurs, de conquistadors et de colonisateurs est un lieu idéal pour remettre en cause cette gigantesque mascarade, qui vise, en fait, à cacher le pillage, l'acculturation forcée de millions d'hommes et de femmes, l'infâme traite des Noirs et surtout l'exploitation interrompue des ressources du tiers monde depuis 500 ans par les métropoles capitalistes occidentales. Autant de questions qui nous permettront de revenir sur le problème de la dette et sur le bilan des différentes expériences révolutionnaires en Amérique centrale et latine.

Beaucoup d'autres thèmes seront abordés durant le camp, tels la sexualité, l'oppression des femmes, la famille, l'impérialisme, l'antimilitarisme, la situation en Pologne, en Tchécoslovaquie, etc.

Rendez-vous sera pris pour préparer la rentrée, des mobilisations et des actions dans toute l'Europe, afin de montrer aux puissants de ce monde que la jeunesse, malgré ce qu'ils voudraient nous faire croire, n'est ni sage ni résignée. ★



Nouvelles du monde

Fujimori s'en va en guerre

L'apprenti-dictateur du Pérou, Alberto Fujimori, continue son travail de répression, dans l'indifférence internationale (voir *Inprecor* n° 350 et 353 des 10 avril et 22 mai 1992).

Durant les premiers jours de juin 1992, le gouvernement s'est attribué deux importants succès contre la guérilla. D'une part, le principal dirigeant du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA), Victor Polay, a été arrêté ; de l'autre, plusieurs campements militaires du Sentier lumineux (SL) auraient été démantelés dans le département de Ucayali. Selon la police, toute la direction du MRTA serait désormais derrière les barreaux.

Différents corps des forces de l'ordre s'attribuent l'arrestation de Polay qui devrait être condamné à la prison à vie. En effet, sa tête va rapporter gros — 30 000 dollars — ; celle du leader du Sentier lumineux vaut encore plus — 1 million de dollars !

Le 14 juin, plusieurs bases du Sentier lumineux ont été détruites par des opérations conjointes de l'infanterie de marine et de la force aérienne qui prétendent évidemment avoir trouvé des explosifs et des armes, mais aussi des documents importants concernant le mythique dirigeant du SL, le "président Gonzalo".

La vague de violence touche aussi la population civile : 413 assassinats ont été recensés durant le mois de mai 1992. La répression gouvernementale vise aujourd'hui les militants et les dirigeants de la gauche, accusés d'avoir des liens avec les "terroristes" — 11 dirigeants du mouvement Patria Libre ont été arrêtés, dont le député Yehude Simons.

Les Etats-Unis, comme lors du putsch en Haïti, avaient protesté pour la forme lors du coup d'Etat du 6 avril 1992 ; ils sont aujourd'hui fort silencieux sur les violations des droits de l'homme que leur poulain continue à exercer systématiquement. ★



La guerre du Golfe et le "nouvel ordre international"

Al-Mitraqa, la revue en arabe de la IVe Internationale, lance une nouvelle collection de cahiers.

Le numéro qui vient de paraître est une compilation des articles de Salah Jaber, parus dans *Inprecor* et *International Viewpoint*, pendant la guerre du Golfe.



Al-Mitraqa 25 F.

Passez vos commandes à :
PEC

2, rue Richard Lenoir
93108 Montreuil

(Chèques à l'ordre de PEC)